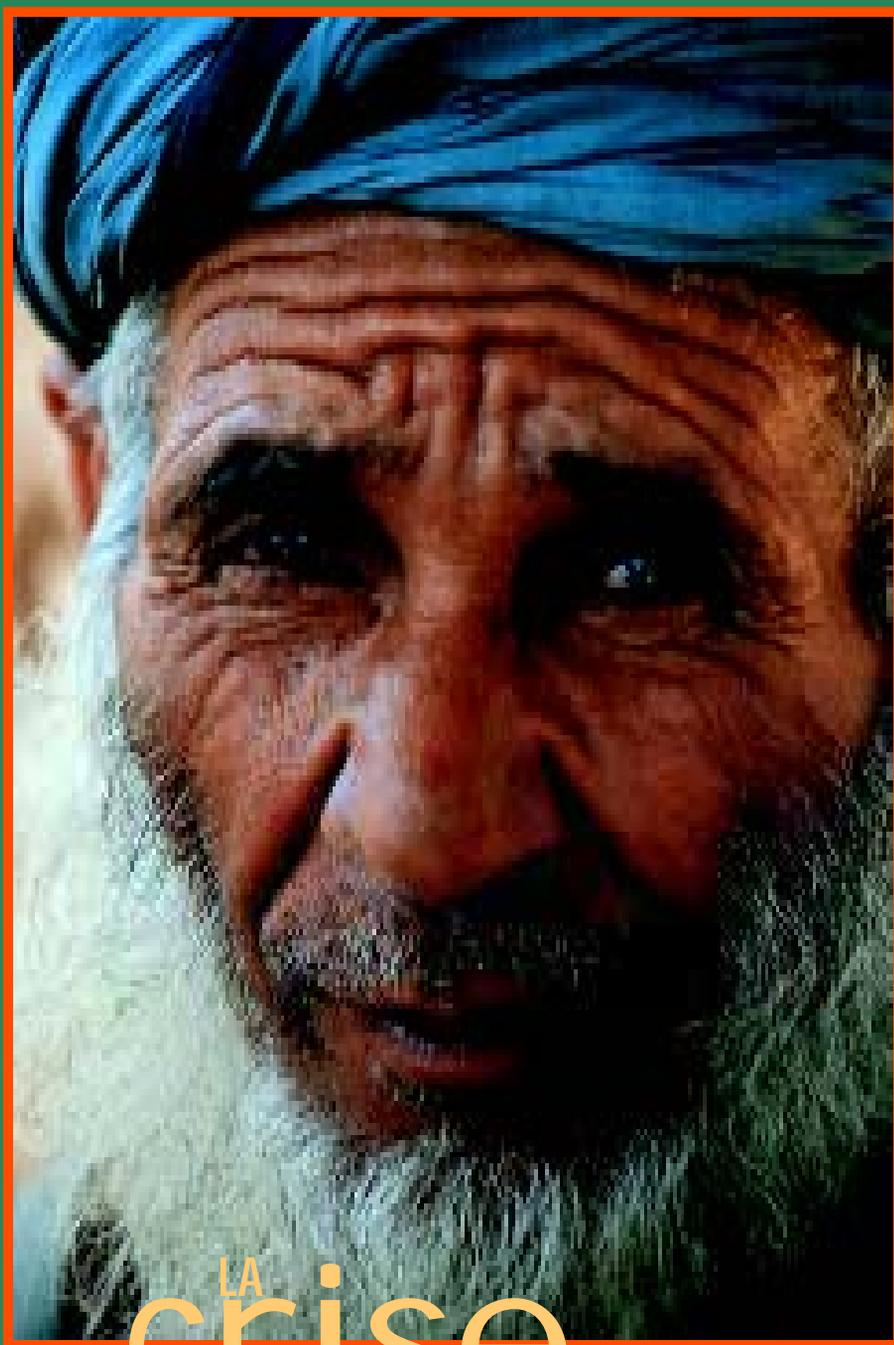


n° 108
II - 1997

focus :

Afghanistan

Réfugiés



HCR

Haut Commissariat
des Nations Unies
pour les réfugiés



LA
crise
qui s'éternise



Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Case postale 2500
1211 Genève 2 Dépôt, Suisse

Téléphone : (022) 739 - 85 02
Télégramme : HICOMREF Genève
Fax **Réfugiés** : (022) 739 - 73 15
Fax siège HCR : (022) 731 - 73 77
E-mail: HQPI00@unhcr.org
http : //www.unhcr.org



Rédacteurs Rupert Colville
Francis Kpatindé
Ray Wilkinson

Collaborateurs Rob Breen
Zivan Damato
Arafat Jamal
Veslemoy Naerland
Pierre-François Pirlot
Steven Wolfson

Maquette Françoise Peyroux

Recherche photos Anneliese Hollmann
Anne Lau-Hansen

Secrétariat de rédaction Virginia Zekrya

Administration Anne-Marie Le Galliard

Distribution John O'Connor
Frédéric Tissot



Réfugiés est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie utilisée n'implique en aucune façon une quelconque prise de position du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités. La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Tirage : 206 000 exemplaires (français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, arabe et chinois). Les versions française et anglaise sont imprimées en Suisse par ATAR sa, Genève.

ISSN 1014-0905



Afghanistan : une crise qui s'éternise

- La plus grave crise humanitaire des temps modernes

Les réfugiés afghans demeurent le plus fort contingent de réfugiés de la planète. Or, la communauté internationale dans son ensemble a souvent choisi d'ignorer, ou d'oublier, ce problème. Au plus fort de la crise, le nombre de réfugiés afghans a atteint le chiffre effarant de 6 millions de personnes exilées dans les pays voisins. Aujourd'hui, le HCR, avec la collaboration d'autres agences d'aide internationales et le concours des gouvernements, prodigue toujours son assistance à 2,7 millions de réfugiés, ainsi qu'à d'innombrables personnes déplacées 3

- Un dilemme pour le HCR

On estime qu'un million d'Afghans ont été déracinés au cours des cinq dernières années. Les populations déplacées en Afghanistan posent un problème délicat au HCR 7

- La guerre arrive au lointain Badghis

La guerre civile a atteint même les coins les plus reculés de l'Afghanistan. Lorsque les combats se sont répandus dans la province de Badghis l'année dernière, les efforts pour porter secours aux déplacés se sont avérés particulièrement laborieux 10

- Quatre millions de rapatriés ?

En dépit du fait que le conflit se poursuit en Afghanistan, nombreux sont ceux qui ont pris le chemin du retour. Bientôt, peut-être, ce chiffre dépassera les 4 millions de rapatriés : jamais depuis sa création, le HCR n'avait organisé une opération de rapatriement d'une telle envergure 11

- Un tremplin pour les femmes

C'était un pari... qui s'est soldé par une grande réussite. SAVE THE CHILDREN ETATS-UNIS a tenté l'expérience en lançant un projet de crédit mutuel financé par le HCR pour prêter de l'argent, sans garanties, ou presque, à des paysannes afghanes. Jusqu'à présent, tous les prêts arrivés à échéance ont été intégralement remboursés 13

- Un hôte à la générosité exemplaire

L'Iran a la réputation d'être un pays secret et difficile. Il est donc surprenant pour certains qu'il soit le pays d'asile le plus généreux au monde 14

- Reportage-Photo

Les images d'un pays en guerre. Quatre pages de photos évoquent la souffrance et l'espoir de l'Afghanistan, ainsi que son omniprésente majesté 17

- Un choix difficile

Rentrer dans le pays, voilà la question que des millions de réfugiés de par le monde doivent un jour se poser. Mais pour les réfugiés afghans, ce choix est le plus difficile de toute leur existence 20

- Une histoire de savon

La stabilité future de l'Afghanistan passera de façon incontournable par le redémarrage de l'activité économique. Dans un village, des femmes lancent leur micro-entreprise 23

- L'inquiétude des pays voisins

L'enlèvement du conflit afghan rend nerveux les pays de l'Asie centrale qui s'inquiètent de ses possibles répercussions sur la région 24

- Mémoires du siècle

L'histoire de l'Asie centrale est profondément gravée dans le visage sec de Khodai Nazar, un homme qui a tout vécu. Son existence a été parsemée de guerres et d'exodes et il a été combattant et réfugié plus d'une fois 27

- Les femmes afghanes entre tradition et modernité

Deux mondes s'affrontent sur le sort réservé aujourd'hui aux femmes afghanes : la tradition et la modernité, la ville et la campagne. Contrairement à leurs sœurs citadines, les femmes des régions rurales sont à l'aise dans la culture taliban 28

- Le jour des cadeaux

Pour des enfants réfugiés afghans démunis de tout, les cadeaux des éclaireuses japonaises sont de véritables trésors 30



En Afghanistan, des centaines de milliers de civils chassés par les combats, ont dû abandonner leurs maisons et leurs villages, mais ils n'ont jamais atteint la frontière. Ils sont devenus des personnes déplacées, hébergées ici dans une école de Kaboul.

Le plus fort contingent de réfugiés de la planète

Momin Gul avait un peu plus de trente ans quand son village de Rozay Qala, dans la province de Ghazni, a été rayé de la carte, peu de temps après l'entrée des troupes soviétiques en

par Rupert Colville

Afghanistan en 1979. Il garde de ce drame un souvenir épouvanté : "Un moudjahidine se cachait dans une maison. Quand les soldats soviétiques sont venus à sa recherche, il a tiré et en a tué un. Alors, les autres se sont déchaînés. Ils ont massacré plus de trois cents personnes en une seule journée."

C'est d'une voix nouée par l'émotion que Momin Gul raconte cette journée fatidique : "La maison de

mon oncle a été touchée par un tir de roquette. Nous voulions tous aller lui porter secours, mais mes parents nous en ont empêchés. Mon père est parti seul. Quand il est rentré, il s'est assis dans un coin. Il était comme assommé. Il murmurait «plus rien... plus rien». Je me suis réveillé au milieu de la nuit et j'ai entendu mes parents pleurer. Tout le monde était mort là-bas. Toute la famille de mon oncle avait disparu dans les flammes et la fumée. Ils avaient été brûlés vifs, les pauvres."

Ce genre de récit est tragiquement banal en Afghanistan. Des milliers de villages comme Rozay Qala ont été partiellement ou totalement détruits au cours des dix années qu'a duré l'occupation soviétique. Des

centaines de milliers d'Afghans ont été tués. Et les huit années de guerre civile qui ont suivi le retrait des troupes soviétiques ont probablement porté le bilan à plus d'un million de morts, et à des centaines de milliers d'invalides.

Dès la fin de 1979, quelque 400 000 Afghans avaient déjà choisi l'exil au Pakistan et 200 000 autres étaient partis en Iran. A la fin de l'année suivante, l'exode touchait 1,9 million de personnes – un record mondial absolu à l'époque. Pendant que se jouait sur le territoire afghan et par acteurs locaux interposés l'ultime et plus sanglant affrontement de la guerre froide, le nombre de réfugiés ne cessait de grimper. Entre 1985 à 1990, il a atteint le chiffre effarant de 6,2 millions rien que pour le Pakistan et l'Iran, soit peu ou prou la moitié de la population réfugiée de la planète.

En 1997, il reste encore 2,7 millions d'exilés afghans en Iran, au Pakistan et dans d'autres pays de la région. Les Afghans ont donc le triste privilège de former pour la 17^e année consécutive le plus fort contingent de réfugiés bénéficiant de l'aide du HCR.

Depuis octobre 1979, le HCR a consacré plus d'un milliard de dollars aux Afghans réfugiés au Pakistan, et 150 millions de dollars à leurs compatriotes réfugiés en Iran. Le PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL a dépensé près de 1,4 milliard de dollars pour les réfugiés afghans au Pakistan. Les gouvernements étrangers ont apporté une aide humanitaire dans le cadre de programmes bilatéraux, les organisations internationales, les ONG locales et étrangères, et les pays d'asile eux-mêmes ont largement participé à l'effort. Combien cette guerre a-t-elle coûté à l'Union soviétique d'une part et aux puissances étrangères (pays occidentaux, pays arabes et asiatiques) qui ont armé les moudjahidines ? Des sommes astronomiques, certainement. Aujourd'hui, par contraste, les organisations humanitaires ont du mal à assurer la poursuite de leur programme.

Les Afghans sont évidemment les principales victimes de la situation,

et ils continuent d'en faire les frais, car leur pays est en ruines et la guerre continue.

“Dans les années 80, l'Iran et le Pakistan ont eu une politique d'asile très ouverte”, explique Sri Wijerane, qui a rencontré ses premiers réfugiés afghans en février 1980 au milieu d'une tempête de sable au Balouchistan, bien avant de devenir chef de mission du HCR pour l'Afghanistan. “C'est un exemple à méditer pour les nombreux pays qui ferment leurs frontières dès qu'ils voient arriver des contingents de ré-

fugiés sans commune mesure avec le raz de marée afghan. Le Pakistan et l'Iran ont fini par se retrouver avec plus de trois millions de réfugiés afghans, et ils les ont accueillis avec une générosité que je n'ai vue nulle part ailleurs.”

Un pour cent seulement des Afghans réfugiés actuellement en Iran – soit quelque 20 000 personnes en tout – sont hébergés dans des camps. Les autres ont vécu côte à côte avec la population iranienne, et pendant des années ils ont eu le

Quelques repères chronologiques

1973

Après plus de deux siècles de monarchie, le roi Zahir Chah est détrôné par le coup d'Etat militaire de Mohammed Daoud.

1978

Nouveau coup d'Etat : le président Daoud est assassiné et Nour Mohammed Taraki devient président du Conseil de la révolution.

1979

L'opposition islamiste [les moudjahidines] dénonce les politiques procommunistes du gouvernement. Début de l'exode. Le président Taraki est renversé et assassiné en septembre. Hafizullah Amin lui succède. Les troupes soviétiques entrent en Afghanistan. Amin est exécuté. Babrak Karmal est proclamé président. A la fin de l'année, 600 000 Afghans sont devenus des réfugiés.

600 000
réfugiés

1980

L'ONU demande le retrait immédiat des troupes étrangères. La résistance armée des moudjahidines se renforce.

3,9
millions de
réfugiés

1983

Les livraisons d'armes aux groupes rebelles augmentent et la guerre s'intensifie.

5,1
millions de
réfugiés

1987

Babrak Karmal est remplacé par Mohammed Najibullah, chef de la police secrète.

5,9
millions de
réfugiés

1988

Accords de Genève sur le retrait des troupes soviétiques. L'exode se poursuit, mais certains réfugiés commencent à rentrer chez eux.

Afghanistan

droit d'envoyer leurs enfants à l'école, de travailler, d'être soignés gratuitement. En Iran la plupart des filles vont à l'école et beaucoup de femmes travaillent. A leur contact, les femmes afghanes ont acquis une liberté qui leur a permis de s'émanciper et de gagner le respect et l'admiration de leurs compatriotes masculins.

Au Pakistan, les réfugiés ont le plus souvent été logés dans des "villages" qui, comme leur nom l'indique, n'avaient rien à voir avec la plupart des camps de réfugiés qui

existaient alors de par le monde. Leurs habitants étaient libres d'y entrer et d'en sortir à leur guise pour leurs affaires ou leur travail.

C'est parce qu'ils n'ont pas été coupés de la vie quotidienne du pays d'asile que, malgré leur long exil, les réfugiés afghans ont su éviter le piège de l'assistanat. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux sont autosuffisants. Et l'on peut saluer le fait qu'en 1992, quand l'aide alimentaire aux populations réfugiées du Pakistan a été progressivement revue à la baisse avant d'être suppli-

mée en 1995 (sauf pour les catégories les plus vulnérables), les Afghans ont assez bien accepté cette mesure et ont continué leur existence comme avant.

L'exil a pourtant apporté un changement majeur: beaucoup d'Afghans réfugiés au Pakistan venaient de petits villages où tout le monde était plus ou moins parent. Habitues à aller et venir à visage découvert, à cultiver leurs champs sans voile encombrant et à rendre librement visite à leurs voisines, les paysannes afghanes se sont retrou-



Chiffres au 1^{er} janvier, sauf indication contraire.

Afghanistan



HCR / H / ARP-LK2 / JUILLET 1997

vées dans des villages de réfugiés où elles côtoyaient de parfaits inconnus, ce qui a amené un durcissement des interdits et un repli total sur la sphère domestique. Les femmes se sont enfermées pour ne pas mettre en péril le sacro-saint honneur de la famille, si important pour ces populations de la Province frontière du Nord-Ouest et du Baloutchistan dont les paysans afghans sont très proches culturellement. Du coup, elles ne se sont pas émancipées comme l'ont fait leurs sœurs réfugiées en Iran.

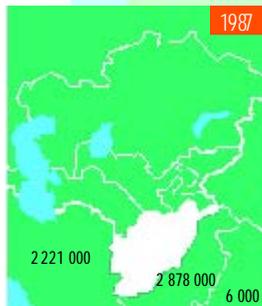
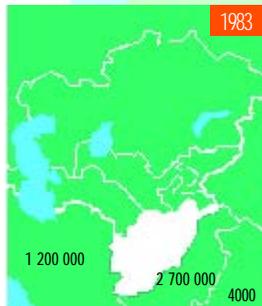
En général, le Pakistan et les Pakistanais se sont montrés formidablement accueillants (les réfugiés ont été particulièrement bien reçus par les habitants de la Province frontière du Nord-Ouest, Pachtounes comme la majorité d'entre eux). A la fin des années 80, le Pakistan abritait environ 350 villages de réfugiés – certains étaient de vraies petites villes – disséminés dans la Province frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan, et dans une moindre mesure dans les provinces du Sind et du Pundjab.

L'arrivée de tous ces réfugiés mettait évidemment à rude épreuve les ressources foncières et les infrastructures du Pakistan. Des dizaines d'organismes onusiens et d'autres organisations internationales, d'ONG locales et de gouvernements ont promptement monté une opération humanitaire d'une envergure inédite à l'époque. L'Iran, pour des raisons qui lui étaient propres et parce qu'il entretenait des relations difficiles avec les pays occidentaux, est resté à l'écart. En fait, Téhéran a attendu 1986 avant de demander des aides extérieures. "Mais l'Iran a tou-

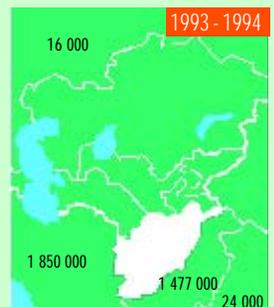
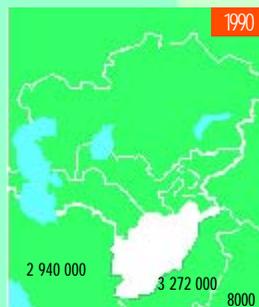
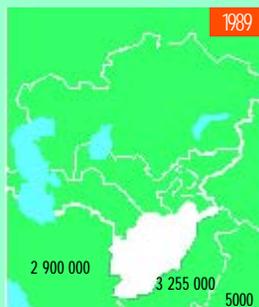
jours continué à accueillir et à nourrir les Afghans en provenance de l'ouest et du nord de l'Afghanistan", souligne Sri Wijeratne, "et c'est tout à son honneur. La traditionnelle hospitalité musulmane explique sans doute en partie pourquoi l'Iran et le Pakistan se sont retrouvés avec le plus fort contingent mondial de réfugiés, en dépit de l'énorme fardeau financier et social que cela représente."

Gerald Walzer, Haut Commissaire adjoint du HCR, a été chef de mission à Islamabad de 1982 à 1984. "A l'époque, nous voyions arriver en moyenne 150 000 réfugiés tous les mois, se souvient-il, et il était très difficile de leur offrir même le minimum vital." Le gouvernement pakistanais a alors fait un geste sans précédent, raconte M. Walzer: il a autorisé le PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL à puiser dans ses réserves alimentaires pour nourrir la foule des exilés. Mais hélas, les organisations humanitaires auraient parfois eu besoin de 150 000 tonnes de nourriture supplémentaires pour répondre à tous les besoins. A l'époque, le HCR n'avait pas sa propre unité de secours d'urgence ni l'expérience qu'il allait acquérir ultérieurement lors de ses opérations dans la région du Golfe, par exemple, et c'est grâce à la coopération étroite du CICR, du PAM, de l'UNICEF, et de nombreuses ONG qu'il a pu mener à bien sa mission.

Le retour des civils, déjà amorcé dès avant le départ du dernier soldat soviétique, se transforma en raz de marée en avril 1992, après la chute tant attendue du régime communiste. Portés par un vent d'optimisme, les Afghans réfugiés au Pakistan prirent massivement le chemin du



Populations afghanes réfugiées, 1980-1997



La délicate question des personnes déplacées

En Afghanistan, tout le monde ou presque a souffert d'une manière ou d'une autre des événements de l'histoire récente. En 1979, des millions de civils chassés par l'avancée des troupes soviétiques ont cherché refuge en Iran ou au Pakistan, provoquant l'une des crises humanitaires les plus graves des temps modernes. Des centaines de milliers d'autres ont dû eux aussi abandonner leurs maisons en flammes et leurs villages détruits, mais ils n'ont jamais atteint la frontière. Ils se sont terrés dans des montagnes inaccessibles où ils mènent l'existence misérable des personnes déplacées.

Combien sont-ils en Afghanistan ? Personne ne le sait vraiment. On estime qu'un million d'Afghans ont été déracinés dans les cinq dernières années. On avance le chiffre de 300 000 personnes pour les seuls mois d'octobre 1996 à juillet 1997. De plus, de nombreux rapatriés ont dû à

par Steven Wolfson

un nouveau plier bagage pour fuir les violences. Voilà plusieurs années déjà que les populations déplacées posent un problème délicat au HCR. L'organisation n'est pas expressément mandatée pour les protéger, sa mission étant plutôt d'organiser le retour des réfugiés et d'empêcher par des initiatives appropriées de nouveaux exodes massifs. Or, dans le monde chaotique qu'est devenu l'Afghanistan, toutes ces choses sont inextricablement liées.

En 1994, alors que les combats faisaient rage aux portes de Kaboul, des centaines de milliers de civils se réfugièrent à Jalalabad et près de la frontière pakistanaise – une frontière que les auto-

rités d'Islamabad s'empressèrent de fermer. Devant l'urgence, le HCR consentit à contrecœur à ouvrir un camp d'hébergement appelé Sar Shahi, avant de transmettre quelques mois plus tard ses responsabilités à l'UNOCHA (Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire en Afghanistan). L'organisation se mettait ainsi dans une situation inconfortable : en venant en aide aux populations massées devant la frontière fermée par le Pakistan, ne risquait-elle pas d'avoir l'air de cautionner une décision qui privait les Afghans de ce droit d'asile qu'elle avait justement pour mission de protéger ?

Le CICR et une ONG saoudienne, l'IIRO, avaient eux aussi ouvert des camps dans lesquels, au début du moins, les conditions d'assistance n'étaient pas les mêmes qu'ailleurs, ce qui posait problème. Qui plus est, les camps étaient d'irrésistibles aimants pour les milliers d'habitants de la région qui essayaient de se

AFGHANISTAN : Principales populations réfugiées et déplacées

| | Refugiés | Déplacés avant 1996 [2] | [camps seul ^m] |
|-----------------|------------------|-------------------------|----------------------------|
| Iran | 1 400 000 | Jalalabad | 120 000 |
| Pakistan | 1 200 000 [1] | Hérat | 3 000 |
| Russie | 20 000 | | |
| Inde | 19 000 | | |
| Autres pays CEI | 36 000 | | |
| Total | 2 675 000 | Total | 123 000 |

[1] Comprend tous les réfugiés (enregistrés ou pas) qui résident dans les villages, ainsi que ceux qui sont arrivés depuis octobre 1996. [2] Exclut les Afghans déplacés récemment [voir page 10] et les personnes déplacées avant 1996 ne résidant pas dans des camps. [AU 1^{er} JANVIER 1997]

faire passer pour des personnes déplacées afin de bénéficier d'aides que ne pouvaient offrir les communautés locales.

En fait, dès qu'il s'agit de personnes déplacées, on ne sait jamais très bien qui doit faire quoi. A ce flou s'ajoute la multiplicité des autres responsabilités du HCR : protéger le droit d'asile, s'occuper du sort des rapatriés, prodiguer des secours humanitaires en urgence, prévenir les exodes de population en s'attaquant à la racine des problèmes, le tout sans se rendre involontairement complice des stratégies de guerre des différentes factions. Bref, le cadre institutionnel de l'aide aux populations déplacées d'Afghanistan reste un problème difficile – et d'actualité.

La question s'est à nouveau posée avec acuité lors du récent exode des habitants de la province de Badghis à Hérat, et des paysans de la vallée de Shomali à Kaboul et dans le nord de l'Afghanistan.

Le nouvel accord de coopération et de partage des ressources signé en avril 1997 par le CICR, le HCR, l'UNOCHA et le PAM clarifie considérablement les choses. L'organisation "de référence" pour tout ce qui concerne les personnes déplacées en Afghanistan est désormais le CICR, organisation dont le mandat général, issu des Conventions de Genève de 1949, prévoit la protection des victimes civiles des conflits armés. Des équipes spéciales d'aide aux populations déplacées, auxquelles participent les organisations citées plus haut ainsi que quelques ONG, ont été mises en place dans les principales villes d'Afghanistan, l'idée étant de confier à un collectif regroupant les organisations les mieux équipées et mandatées le soin de venir en aide aux personnes déplacées, aussi longtemps que cette assistance sera nécessaire.

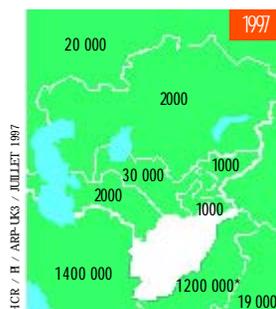
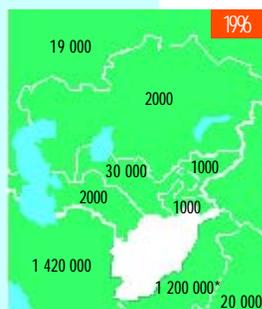
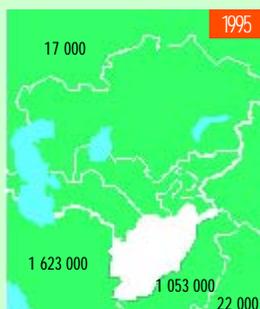
retour. Le HCR, qui avait la lourde et coûteuse tâche d'organiser et de financer ces rapatriements, enregistra 1,2 million de départs en moins de six mois. Et pendant ce temps, 300 000 exilés rentraient d'Iran par leurs propres moyens.

La brève parenthèse qui s'ouvrit entre le retrait des troupes soviétiques et le déclenchement de la guerre civile de 1993 aurait pu représenter une chance pour l'Afghanistan.

Mais l'appétit de pouvoir des chefs rebelles, l'opportunisme des factions moudjahidines rivales et les menées des puissances étrangères qui les armaient portaient en eux les germes politiques de la catastrophe qui allait suivre.

De 1992 à 1996, on vit en effet les nouveaux vainqueurs, auxquels vinrent s'ajouter les talibans, s'engluer dans d'inextricables luttes intestines qui ont provoqué la destruc-

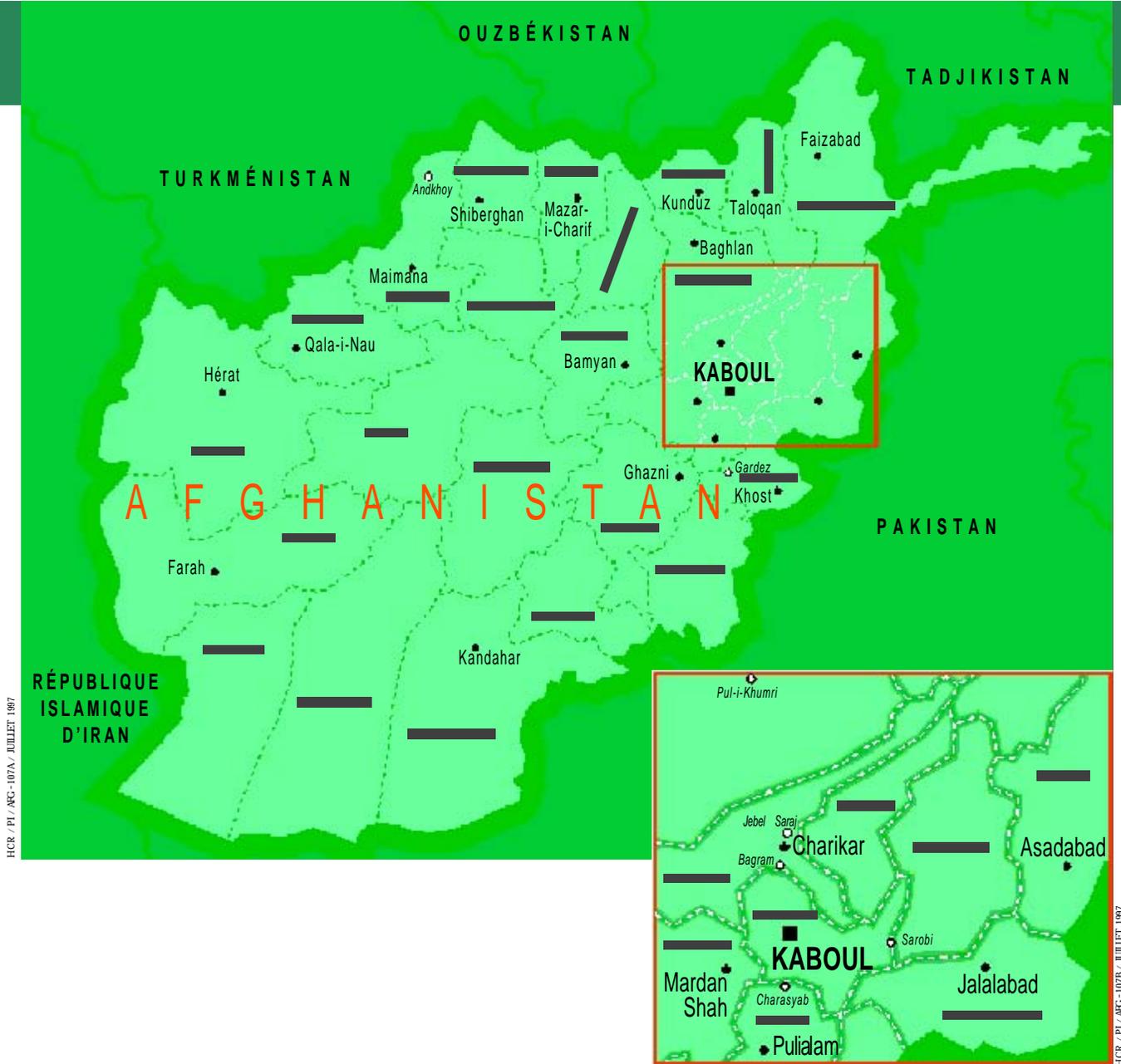
[CHIFFRES ANNUELS AU 1^{ER} JANVIER]



* Depuis 1996, les chiffres estimatifs de réfugiés afghans au Pakistan comprennent tous ceux (enregistrés ou pas) qui résident dans les villages des réfugiés. Avant 1996, ces statistiques incluaient seulement les réfugiés enregistrés. Les réfugiés afghans non enregistrés qui résident en dehors des villages des réfugiés sont exclus de toutes ces statistiques. Le chiffre pour 1997 inclut aussi les nouveaux arrivés.

Tous les chiffres pour la République islamique d'Iran sont basés sur les estimations du gouvernement. Seule une petite proportion des réfugiés afghans vit dans des camps. Des dizaines de milliers d'autres réfugiés afghans se trouvent dans des pays autres que ceux ici mentionnés. Néanmoins, aucun chiffre estimatif de leur nombre total n'est avancé.

HCR / H / ARP-UKS / JUILLET 1997



HCR / PI / AGC-107A / JUILLET 1997

HCR / PI / AGC-107B / JUILLET 1997

tion des quartiers sud et est de Kaboul et infligé au reste de la capitale des dégâts qui laissent parfois même ceux qui ont vu Beyrouth et Sarajevo. C'est donc tout le pays qui est en ruines : les Soviétiques ont détruit des régions entières et planté les millions de mines antipersonnel dans les campagnes afghanes, et les chefs de guerre afghans ont, par leur dogmatisme et leur intransigeance, ravagé Kaboul.

Le problème, avec l'Afghanistan, c'est que les grands mouvements de population ont été aussi imprévisibles que la guerre. Alors qu'on se battait encore à Kaboul, les paysans continuaient à rentrer chez eux, de moins en moins nombreux il est vrai. Mais cette évolution encourageante a été contrecarrée par d'autres mouvements de population, à l'intérieur du pays cette fois.

On ne peut qu'admirer l'endurance des quelque 4 millions de rapatriés, qui ont su pour la plupart résister à la tentation de s'exiler une seconde fois, malgré les déménagements forcés qu'ils ont dû subir. Combien d'entre eux ont ainsi été déplacés ? Les statistiques seraient probablement très élevées. Ainsi, il y avait sans doute beaucoup d'ex-réfugiés dans les cohortes d'hommes, de femmes et d'enfants chassées de la stratégique vallée de la Shomali, au nord de Kaboul, entre janvier et août 1997.

Cette région avait déjà été bombardée par les Soviétiques au début des années 80 et délibérément vidée de ses habitants par les troupes d'occupation et les autorités communistes de Kaboul afin d'empêcher les moudjahidines d'attaquer les convois militaires arrivant du nord. En six

mois, de janvier à août 1997, les combats et les expulsions, décidées cette fois par les talibans, avaient fait refluer plus de 200 000 personnes – la quasi totalité des habitants de la région – vers Kaboul ou le nord du pays. Par une sorte de bégalement tragique de l'histoire, les rapatriés devaient quitter leurs maisons courageusement rebâties, leurs champs remis en culture, leurs vergers reconquis.

L'Afghanistan est le pays de la démesure, et le retour des civils – le nombre de rapatriés a atteint 3,9 millions en 1997 – n'a pas échappé à la règle. "En 1996, nous étions tous très déçus. Pensez donc: nous n'avons enregistré que 120 000 retours du Pakistan, sourit Sri Wijeratne, c'était le plus mauvais chiffre depuis 1988. Mais ça fait encore beaucoup de monde!"

En revanche, les Afghans réfugiés en Iran ne semblent plus pres-

sés de partir. Un premier contingent de 200 000 personnes avait bien été rapatrié avec l'assistance du HCR dans les 20 mois qui ont précédé l'entrée des talibans à Hérat en septembre 1995. Selon les autorités iraniennes, 200 000 autres réfugiés étaient partis par leurs propres moyens. Mais moins de 10 000 départs ont été enregistrés dans les 20 mois qui ont suivi. Les Afghans réfugiés en Iran sont le plus souvent de langue dari, et leur réticence traduit peut-être la méfiance que leur inspire des talibans en général pachounophones. Les Afghans de lan-

à Hadji Mohammed, lui aussi parti d'Afghanistan il y a 17 ans, après l'attaque des bombardiers et des tanks soviétiques contre son village de Paktia, et qui a décidé de s'y réinstaller avec sa femme, ses deux fils divorcés et ses six filles, toutes célibataires. "Nous ne sommes pas nés ici, martèle-t-il. Il y a un proverbe pachoune qui dit à peu près «*roi chez toi, gueux chez les autres*»." Il est content que les talibans aient rétabli l'ordre et la sécurité à Paktia. "L'année dernière, les factions s'affrontaient dans le village. Avec les talibans, ça va mieux." Hadji Mohammed et sa

de réfugiés et la frontière. Les exilés afghans ont appris par le bouche-à-oreille que certains des leurs avaient dû dépenser le double de leur allocation de rapatriement avant même d'avoir posé le pied sur le territoire afghan. Résultat: en 1997, on a vu des centaines de familles qui ne bénéficiaient pas de l'opération de rapatriement collectif faire route commune avec les convois.

Le HCR a l'intention d'intensifier considérablement ses activités de rapatriement collectif en 1998, en privilégiant la recherche de villages, voire même de régions entières, que les

Pourquoi retourner dans un pays exsangue et encore en guerre ?

gue pachoune, qui sont beaucoup plus favorables aux talibans, s'étaient pour la plupart réfugiés au Pakistan.

Pourquoi retourner dans un pays exsangue et encore en guerre ? L'avenir de l'Afghanistan est au mieux très incertain, et la paix semble s'éloigner toujours plus à l'horizon. Beaucoup de réfugiés afghans préfèrent donc pour le moment s'organiser dans le pays qui les a accueillis.

Momin Gul est de ceux-là. Il a songé à plusieurs reprises à rentrer à Rozay Qala, mais la situation est trop instable, avoue-t-il. Certes, il aimerait retrouver ses vieux parents restés au pays malgré l'assassinat de son oncle. Mais que vont faire ses enfants ? Va-t-il les déraciner une deuxième fois après 17 ans d'exil ? Bien que paysan par ses origines et par tempérament, il préfère pour l'instant se consacrer à son commerce (il achète des articles en plastique à Lahore pour les revendre à Peshawar) qui lui rapporte à peine de quoi vivre. Mais au moins il ne meurt pas de faim... A vrai dire, il est plus tenté de déménager au Pundjab que de repartir en Afghanistan. "Au Pakistan, la vie est dure, mais en Afghanistan ce sera peut-être la misère", raisonne-t-il. Ils sont des centaines de milliers à penser comme lui.

Mais tout aussi nombreux sont ceux qui s'identifient plutôt

à Hadji Mohammed, lui aussi parti d'Afghanistan il y a 17 ans, après l'attaque des bombardiers et des tanks soviétiques contre son village de Paktia, et qui a décidé de s'y réinstaller avec sa femme, ses deux fils divorcés et ses six filles, toutes célibataires. "Nous ne sommes pas nés ici, martèle-t-il. Il y a un proverbe pachoune qui dit à peu près «*roi chez toi, gueux chez les autres*»." Il est content que les talibans aient rétabli l'ordre et la sécurité à Paktia. "L'année dernière, les factions s'affrontaient dans le village. Avec les talibans, ça va mieux." Hadji Mohammed et sa

anciens habitants seraient prêts à réintégrer si certains facteurs dissuasifs étaient éliminés. D'autres organismes des Nations Unies et des ONG seront également invités à proposer une série d'activités une fois que les besoins des populations auront été identifiés. Des visites exploratoires sont déjà organisées pour que les anciens, dont certains, comme Momin Gul et Hadji Mohammed, ont quitté leurs pays il y a bien longtemps, puissent évaluer les besoins particuliers des gens de leur village avec le personnel du HCR.

Hadji Mohammed voudrait un tracteur. Comme il est relativement riche et que le HCR n'a pas les moyens de faire des cadeaux individuels, son vœu ne sera sans doute pas exaucé. Mais, en compagnie de plusieurs autres femmes du village, sa fille a appris le métier de couturière et a suivi des cours de comptabilité et de gestion organisés par l'ONG chargée d'exécuter le plan de rapatriement collectif. Une fois rentrée à Paktia, elle recevra un nécessaire de démarrage et continuera à suivre des cours de formation. C'est l'une des raisons qui a décidé Hadji Mohammed, les siens et beaucoup de ses voisins de faire de 1997 l'année du retour, de la reconstruction du village et d'un avenir tout neuf.



Le conflit se poursuit, mais la lutte continue pour les réfugiés afghans. Ici, un réfugié vend un "tapis de guerre" dans un marché d'Islamabad.

Voyage au bout du monde

C'est l'un des coins les plus reculés de la planète. Un paysage lunaire, minéral, vide, qui s'étend à perte de vue. Des Afghans semi-nomades, les Koutchis, font pâître des trou-

par Arafat Jamal

peaux de chameaux et de chèvres sur des étendues désertiques, selon des itinéraires inchangés depuis des siècles. Ici, aucune route à proprement parler, hormis quelques pistes poussiéreuses creusées par les sabots des animaux. L'endroit est tellement perdu que, si un événement d'importance s'y produisait, le monde extérieur ne l'apprendrait sans doute que des jours, des semaines,

de l'Afghanistan, de pauvres hères exténués qui racontaient leurs souffrances. C'est alors seulement que le monde a vraiment appris la dernière en date des crises humanitaires.

Les responsables provinciaux et les organisations humanitaires, dont le HCR, se sont empressés pour aider les 40 000 personnes abandonnées dans la nature. "Badghis, c'est l'Éthiopie de 1984, en pire!", s'exclama même un haut fonctionnaire. C'était évidemment très exagéré, puisque la famine éthiopienne avait fait sept millions de victimes, mais la situation à Badghis était tout de même critique.

La venue prochaine du terrible hiver afghan mettait en péril les popu-

Certaines personnes parvenaient à atteindre les camps. Elles y étaient hébergées et nourries, et on leur donnait des couvertures et des provisions. Mais l'arrivée de la neige rendit impraticables les cols du massif de Safed Koh, qui relie Badghis et Hérat, et des groupes d'hommes, de femmes et d'enfants se retrouvèrent piégés en pleine montagne. En février, le HCR et le PAM décidèrent de leur envoyer un convoi de ravitaillement de 28 camions. Ce fut une véritable expédition : les véhicules s'enlisaient dans les congères, patinaient dans des lacs de boue, dérapaient sur des plaques de verglas. Mais les équipes réussirent à remettre nourriture, biscuits et couvertures aux naufragés des neiges.

Il était temps. Certains de ces malheureux étaient presque mourants. Une vieille femme attendait depuis des jours enfoncée jusqu'au cou dans un sac bourré de paille. Des hommes partis par petits groupes avaient escaladé pendant deux jours d'innombrables congères pour atteindre le centre de distribution. Les familles restées en arrière avaient survécu avec quelques croûtons de pain arrosés d'eau chaude. Le plus désespérant, c'est qu'au moment même où le convoi apportait des secours à quelque 13 000 personnes, les combats reprenaient de plus belle : la capitale provinciale de Qala-i-Nau était bombardée, et des foules paniquées s'enfonçaient dans la nature hostile ou se ruaient à l'assaut du terrible col de Sabzak pour essayer de rejoindre Hérat.

Au milieu de l'été, Hérat accueillait encore 25 000 personnes déplacées originaires de Badghis, qui bénéficient d'aides locales et internationales. Certains de ces exilés se voient sans doute là pour longtemps – témoin les murs d'enceinte en pisé qui ont surgi ici et là autour des tentes. Mais la plupart veulent rentrer chez eux dès que leur sécurité pourra être assurée. Compte tenu des multiples inconnues actuelles, ce n'est peut-être pas pour demain. ●

Personnes déplacées du 1^{er} octobre 1996 au 1^{er} août 1997

| Localisation des déplacés | De | Nombre |
|---------------------------|---|---------|
| Province de Badghis | Badghis | inconnu |
| [1] Hérat | Badghis | 25 000 |
| [2] Kaboul | Shomali, autres régions du nord de Kaboul | 214 300 |
| [3] Vallée du Panjshir | Kaboul / Shomali | 24 000 |
| Provinces du nord | Kaboul, Parwan, Kapisa, etc. | 48 000 |
| Total | | 311 300 |

[1] Seulement les réfugiés enregistrés dans les camps. Exclut les quelque 3000 déplacés arrivés en 1993-1994.

[2] N'inclut pas les déplacés arrivés à Kaboul entre le 1^{er} octobre 1996 et le 1^{er} janvier 1997.

[3] Selon l'estimation de 4000 familles du CICR.

voire des mois plus tard. Car qui a jamais entendu parler de la Province de Badghis ?

Dans la deuxième moitié de l'année dernière, la guerre civile qui a englouti une grande partie de l'Afghanistan est pourtant arrivée jusqu'à cette région isolée du nord-ouest. Les affrontements ont été sanglants et la plupart des habitants, des Pachtouns koutchis pour la plupart, ont pris la fuite pour ne pas être massacrés. Le personnel humanitaire en poste en Afghanistan a commencé à entendre de drôles de rumeurs. Des rumeurs des combats et de petits groupes errant au milieu de nulle part. Puis on a vu arriver à Hérat, la principale ville de l'ouest

déplacées qui se trouvaient encore à Badghis. Fort heureusement, le HCR put intervenir énergiquement. Il y avait déjà dans la région d'Hérat plusieurs camps destinés aux réfugiés rapatriés d'Iran, et ces camps étaient pour la plupart vides. Ils furent donc promptement rouverts pour accueillir les personnes déplacées de Badghis, et devinrent vite trop petits. Le HCR et les services locaux du rapatriement durent aménager à la périphérie d'Hérat un autre camp appelé Shaidai. Le CICR construisit de son côté deux centres d'hébergement tandis que des ONG – MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, MÉDECINS DU MONDE et une organisation afghane – ouvraient des dispensaires.

Le long chemin du retour

Chaman, modeste bourgade frontalière de la province pakistanaise du Baloutchistan. Au plus fort de l'exode afghan, elle a vu déferler des dizaines de milliers de civils chassés par

par Zivan Damato

la guerre, des hommes, des femmes et des enfants à la recherche d'un havre de paix. Depuis quelques années, beaucoup de ces exilés font le chemin inverse, et bientôt, peut-être, l'un de ceux qui repassera par Chaman sera le quatre-millionième réfugié afghan à rentrer chez lui. Et Chaman se fera une toute petite place dans l'Histoire

Le passage de ce réfugié tant attendu symbolisera l'une des missions humanitaires les plus réussies de l'histoire moderne, mais aussi les années de labeur qui seront nécessaires pour que l'opération parvienne à son terme. Car les chiffres parlent d'eux-mêmes. Et ils sont vertigineux.

En vingt ans, l'Afghanistan a connu successivement une invasion étrangère, puis une guerre civile, qui ont contraint quelque 6,2 millions de personnes à trouver asile dans deux pays limitrophes, le Pakistan et l'Iran, où le HCR et d'autres organisations humanitaires les ont prises en charge. Jamais auparavant le HCR n'avait eu la responsabilité d'une telle masse de réfugiés. Aujourd'hui, cinq ans après le début des retours collectifs, près de quatre millions d'Afghans ont regagné leurs foyers, dont plus de la moitié avec l'aide directe du HCR, ce qui constitue un

autre record pour l'organisation : jamais depuis sa création en 1951 elle n'avait organisé une opération de rapatriement d'une telle envergure.

Les chiffres, évidemment, ne disent pas la dimension humaine du problème – la destruction de tout un pays, de ses institutions, écoles et hôpitaux, la perte d'êtres chers, les joies et les tourments du retour.

Rentrer chez soi devrait être un bonheur sans mélange. Mais rien n'est jamais si simple dans l'Afghanistan d'aujourd'hui, et les rapatriés découvrent que, s'il était difficile de vivre dans les camps de réfugiés, il l'est tout autant de retrouver un pays ravagé, encore déchiré par la guerre civile et où la vie humaine est tenue pour quantité négligeable.

Belandy, minuscule village afghan situé à 75 kilomètres de Chaman, se bat pour renaître depuis 1996. Des enfants assis en tailleur à l'ombre d'un mûrier écoutent un vénérable instituteur à barbe blanche qui leur indique du bout de sa baguette les lettres de l'alphabet pachtoune tracées à la craie rouge sur un mur à moitié démoli. C'est tout ce qui reste de leur salle de classe, détruite comme tant d'autres par les moudjahidines, pour qui les écoles étaient des "lieux d'endoctrinement" au service du régime communiste alors au pouvoir.

Le vieil instituteur s'époumone pour dominer le vacarme du chantier. Les équipes d'une ONG locale sont en train d'installer les fenêtres d'une nouvelle école. Si tout se passe bien, elle accueillera dans ses quatre salles non seulement les élèves de Belandy, mais aussi les enfants de familles encore réfugiées au Pakistan et que l'on espère attirer dans la région. L'instituteur vit dans la précarité. De temps en temps les pa-



HCR / P. HILTZ

Un jeune réfugié afghan à Chitral, au Pakistan, prend ses biens et des roses pour le long chemin du retour.

Jamais depuis sa création en 1951 le HCR n'avait organisé une opération de rapatriement d'une telle envergure.

► rents lui donnent qui un poulet, qui un sac de blé, qui quelques œufs. Il ne perçoit aucun traitement et se demande s'il sera jamais payé...

A 600 kilomètres au nord-est, dans le district de Mosakheal, les problèmes sont d'un autre ordre. Le dispensaire de la ville avait été détruit à la fin des années 80 (il avait servi de quartier général aux rebelles), de sorte que les rapatriés doivent se faire soigner à Khost, la capitale provinciale, soit un trajet de 8 heures sur une route complètement défoncée, voire même au Pakistan, ce qui signifiait franchir à nouveau la frontière.

Le HCR a financé la reconstruction du dispensaire de Mosakheal, et pourtant tout est si compliqué actuellement en Afghanistan que même ce geste de bonne volonté a eu des effets pervers. Car les talibans ont voulu poursuivre la politique de gratuité des soins et des médicaments et interdire aux médecins de se faire payer, tant et si bien que les

rapatriés peuvent certes recevoir des soins au dispensaire, mais qu'une grande partie des médicaments donnés par les agences de l'ONU et les organisations humanitaires sont détournés dans les circuits du marché noir, ce qui compromet l'existence même du dispensaire.

Le dispensaire de Mosakheal et l'école de Belandy font partie de toute une série de petits projets que le HCR, d'autres agences de l'ONU et des ONG nationales et internationales ont lancé dans tout l'Afghanistan. Ces dernières années, le HCR a aidé plus de 28 000 familles à reconstruire leur habitation. Il a financé la reconstruction de 230 écoles primaires et de 58 dispensaires, réparé plus de 60 réseaux d'adduction d'eau potable et 160 ouvrages d'irrigation, initié 140 projets de remise en état de routes et de ponts, organisé plus de 100 projets d'apprentissage et d'activités génératrices de revenus. Deux programmes pilotes de

Des ouvriers installent un réservoir d'eau fourni par OXFAM dans une zone d'installation dans la province de Baghlan, en Afghanistan, où sont hébergées 1000 familles déplacées par la guerre.



Mervyn T. Patterson
ADMINISTRATEUR DE PROGRAMMES POUR LE NORD-AFGHANISTAN
Save the Children Federation, Etats-Unis

Un pari réussi

C'était un pari. Un pari fou, disaient certains. L'idée : prêter de l'argent, sans garanties ou presque, à des paysannes désireuses de se lancer – à leur très modeste échelle – dans une activité génératrice de revenus. Le nouveau dispositif s'adressait en particulier aux veuves. Les bénéficiaires auraient pour seuls garants les autres membres de leur mutuelle de crédit. Rembourseraient-elles jamais leur emprunt et les frais de gestion de leur dossier, dans un pays qui interdisait le prêt à intérêt ? Les organisations humanitaires n'allaient-elles pas finir par regretter leur initiative ?

Certes, certes. Mais Save the Children Etats-Unis a tout de même décidé de tenter l'expérience en lançant dans les provinces de Balkh et Jowzjan un projet de crédit mutuel financé par le HCR. Depuis, l'organisation a accordé 6500 prêts destinés à financer des activités très diverses – tissage, confection, élevage de volaille ou de bétail, corderie. La plupart de ces micro-entreprises ont fort bien survécu. Mieux encore, tous les prêts arrivés à échéance ont été intégralement remboursés, sans aucune défaillance, et le projet de crédit mutuel a reçu le plein soutien des autorités civiles et religieuses.

Beaucoup d'Afghanes se retrouvent par la force des choses chefs et soutiens de famille. C'est le cas de Fatima, 55 ans, ex-réfugiée. Après 13 ans passés en Iran, elle est revenue dans sa région d'origine, le nord de l'Afghanistan, avec trois enfants à charge et un mari invalide. Pendant ses années d'exil, elle avait gagné sa vie en tissant des kilims, et tout naturellement elle a voulu continuer une fois rentrée chez elle. Mais elle ne s'en tirait pas : elle était obligée de se faire avancer laine et matériel [facturés au prix fort] par des commerçants qui lui achetaient ensuite ses tapis bien au-dessous des tarifs normaux.

Elle a donc décidé de s'inscrire à la mutuelle de crédit. Avec un premier prêt de 80 dollars en poche, elle a pu marchander le prix de ses matières premières et vendre ses kilims au prix du marché. Désormais, c'est elle qui encaisse les bénéfices. Après son quatrième emprunt, elle a pu réparer sa maison et acheter quelques poulets. Fatima espère faire à nouveau appel à la mutuelle de manière à devenir totalement autonome dans les 18 mois qui viennent. Elle va enfin réaliser un rêve qu'elle croyait inaccessible. Qu'en disent les sceptiques ?

prêts aux femmes ont été lancés dans le nord du pays ; au vu de leurs excellents résultats, le HCR compte étendre l'expérience à d'autres régions du pays.

Il ne s'agit là que de mesures temporaires qui permettront de "tenir" en attendant la fin de la guerre civile et le début de la reconstruction du pays. Ce relèvement exigera un effort colossal : l'économie est en lambeaux, les infrastructures et la base industrielles ont disparu et les rapatriés ne peuvent guère compter que sur l'agriculture vivrière et le petit commerce pour survivre.

Les ouvrages d'irrigation sont détruits. Les ponts et autres grands équipements qui ont échappé aux ravages de la guerre tombent en ruine, faute d'entretien. Les millions de mines enfouies à quelques centimètres sous la surface du sol transforment les champs et les prairies en de gigantesques pièges. Un nombre incalculable d'hommes, de femmes et d'enfants ont été défigurés, mutilés, amputés par ces engins de mort. La guerre continue à faire chaque jour de nouvelles victimes. Des centaines de milliers de personnes déplacées sont sans abri.

Les ravages n'ont pas été que physiques ; ils ont meurtri la société afghane. Aujourd'hui, c'est toute une génération qui n'a pour tout bagage que quelques années d'école primaire. Beaucoup de jeunes n'ont même jamais été scolarisés. Le taux d'alphabétisme, surtout chez les jeunes filles et les femmes, est probablement le plus faible au monde. Les hauts fonctionnaires et les technocrates qui dirigeaient les ministères et les grandes entreprises se sont enfuis ou ont été tués. Un peuple naguère amical et enjoué est maintenant la proie de l'intolérance et du fanatisme.

Même si la guerre s'arrête aujourd'hui, il faudra des années pour rapatrier les Afghans encore réfugiés à l'étranger et reconstruire le pays. Le pronostic est donc sombre, et la couronne rouillée de l'Afghanistan a perdu beaucoup de ses bijoux. Lui en reste-t-il encore ? ●



HCR / A. HOLLMANN

L'Iran a accueilli des millions de réfugiés afghans. Ici, des fillettes afghanes fréquentent une école à Ahangaran, dans la province de Khorasan, en Iran.

Surprenant Iran !

Le pays est secret, ombrageusement fier, isolé et méconnu. C'est aussi pour des millions de réfugiés le pays d'asile le plus généreux au monde.

L'Iran est depuis toujours une terre de contrastes, et comme le disait récemment le responsable d'une grande ONG britannique, "il a presque toujours répondu présent lorsqu'il s'est agi d'accueillir et d'aider les réfugiés". Dans les années 90, il y avait en Iran 4,5 millions de réfugiés afghans et irakiens – un record mondial absolu. Malgré le net reflux de ces dernières années, on avance encore le chiffre de plus de 2 millions de personnes, soit deux fois plus que n'importe où ailleurs. Et compte tenu de l'instabilité politique et militaire de la région, Téhéran devra peut-être garder sa population réfugiée pour quelque temps encore.

Les populations réfugiées en Iran, et notamment les Afghans, représen-

tent un cas tout à fait à part. En termes quantitatifs d'abord. Du fait de leur intégration ensuite: la plupart des réfugiés afghans vivent en effet au milieu de la population iranienne, contrairement à ce qui se passe par exemple en Afrique centrale où les réfugiés sont parqués

par Ray Wilkinson

dans de misérables camps. Le HCR normalement suggère, parmi d'autres solutions, l'intégration, mais rares sont les gouvernements qui ont la volonté ou la capacité politique et économique de la mettre en œuvre.

Les Afghans réfugiés en Iran ont été nourris, logés et soignés aux frais de l'Etat. Leurs enfants ont été admis à l'école. Beaucoup, y compris parmi les femmes, ont trouvé un em-

ploi, ce qui a eu une conséquence inattendue: des femmes auparavant cloîtrées ont découvert l'école et le monde du travail si bien que, ironie du sort, elles pourraient avoir du mal à se réinsérer dans la société afghane traditionnelle si un jour elles décidaient de rentrer chez elles.

Mais ce n'est peut-être pas pour demain. Il y a quelques années, des centaines de milliers de réfugiés sont bel et bien retournés en Afghanistan à la faveur d'une brève "lune de miel". Puis la guerre civile a repris et les talibans se sont rendus maîtres d'une bonne partie de l'Afghanistan, y compris toute la région limitrophe avec l'Iran. Le flux des retours s'est peu à peu ralenti, puis arrêté. Aujourd'hui, le mouvement va plutôt dans la direction opposée.

"Nous songeons tous à rentrer, mais nous n'avons pas d'argent, confie un maçon réfugié à Téhé-

En fait,

les autorités de Téhéran s'inquiètent de l'instabilité chronique de l'Afghanistan et des risques de déstabilisation régionale qu'elle entraîne.

ran, et puis l'insécurité et la guerre nous font beaucoup hésiter. Nous avons peur des pillages." Comme ses compatriotes, il s'inquiète de ses éventuelles difficultés de réinsertion, mais plus encore des mauvaises nouvelles en provenance des rapatriés – le manque de travail, les brimades des autorités, les confiscations de terres, la guerre et son cortège de morts.

L'Iran a maintenant creusé un large fossé le long de sa frontière avec l'Afghanistan, officiellement pour décourager les trafiquants de dro-

guedes réduits ou supprimés. Les réfugiés occupent en général des emplois subalternes dans la construction, l'agriculture et les ateliers de broderie, où ils forment une main-d'œuvre docile et mal payée. Pendant des années, ils ont contribué à l'essor économique du pays. Mais le travail se fait rare et difficile à trouver. La crise est là, et elle alimente un réflexe anti-afghan chez certains Iraniens.

"Mon mari et mon beau-frère travaillent dans une usine de tirelires" raconte une Afghane réfugiée en Iran depuis dix ans. "Ils gagnent 7000 rials (3 dollars) par jour. Nous

que les organisations extérieures étaient désormais les bienvenues. "Les ONG pourraient se rendre très utiles en ce qui concerne les secours en urgence, les services sanitaires et sociaux, les activités génératrices de revenus et les écoles", peut-on lire dans une étude du *British Agencies Afghanistan Group*. Le HCR souhaite aider davantage les réfugiés qui ne vivent pas dans des camps – ce qui est le cas de la plupart des Afghans.

Les femmes et les enfants – deux catégories particulièrement vulnérables – sont toujours sur-représentés

Pourtant, malgré leur vie difficile, les femmes afghanes découvrent de nouveaux horizons.

gue, mais aussi sans doute pour arrêter les milliers d'Afghans qui essaient de pénétrer clandestinement sur son sol. Les candidats à l'exil paient maintenant des passeurs. S'ils réussissent, l'accueil de l'Iran sera plutôt froid.

En fait, les autorités de Téhéran s'inquiètent de l'instabilité chronique de l'Afghanistan et des risques de déstabilisation régionale qu'elle entraîne. Elles espéraient que, conformément à l'accord de rapatriement signé avec le HCR en 1992, la plupart des Afghans seraient repartis chez eux dans un délai de trois ans. Or, elles se retrouvent encore avec le plus fort contingent de réfugiés de toute la planète. L'Afghanistan ne va-t-il pas se mettre à exporter le terrorisme et un Islam radical hostile aux traditions chiites de l'Iran ? On est d'autant plus inquiet à Téhéran que la situation économique du pays n'est plus aussi bonne qu'il y a quelques années.

Toutes ces craintes se traduisent pas des changements bien réels. Désormais, les réfugiés afghans ne peuvent plus circuler librement sur le territoire iranien ; ils sont de plus en plus souvent confinés dans des quartiers désignés ou des camps fermés. Les autorités sont moins généreuses en ce qui concerne la régularisation et la durée des permis de séjour. Certains avantages sociaux ont été

vivons d'aubergines, de pommes de terre et de tomates. J'aimerais avoir un autre enfant, mais nous ne pouvons pas payer les frais d'accouchement. Et puis les enfants coûtent cher. Nous devons nous priver de tout pour payer le matériel scolaire et les autres fournitures." Une de ses compatriotes explique que son mari vient de se volatiliser. Elle pense qu'il est peut-être reparti en Afghanistan, mais maintenant elle doit mendier du travail pour survivre. "Je suis si pauvre que je ne peux acheter que du pain, du thé, et parfois de pommes de terre", se lamente-t-elle. Seule une petite minorité des réfugiés, des hommes célibataires pour la plupart, gagnent assez bien leur vie pour subvenir à leurs besoins et envoyer de l'argent à leurs proches en Afghanistan.

Jusqu'à présent, l'Iran était très fier de sa capacité à accueillir les réfugiés et tenait à distance les ONG et organisations humanitaires internationales. Par conséquent, il supportait quasiment seul un fardeau financier que les pays donateurs et les agences humanitaires auraient dû normalement assumer. L'année dernière, pourtant, Téhéran a annoncé

dans les populations réfugiées. Le rapport du *British Agencies* révèle que "les ménages qui ne peuvent compter que sur les revenus des femmes sont certainement les plus démunis". Constat que confirme le récit d'une veuve mère de six enfants : "Mon mari est mort il y a neuf mois, je ne sais pas de quoi. Maintenant, je suis la seule à travailler. Je ne sais pas comment nous allons survivre. Je fais un peu de broderie, ce qui me rapporte 1000 rials (à peine un demi dollar) par journée de travail. Une de mes filles a eu la polio. Nous vivons de thé et de pain. Au moins, mes enfants peuvent aller à l'école. Ils sont nés à l'hôpital. Mais je n'ai pas les moyens de les emmener chez le médecin, sauf quand ma fille était très malade, mais là j'ai dû vendre mes boucles d'oreille."

Pourtant, malgré leur vie difficile, les femmes afghanes découvrent de nouveaux horizons. Comme le confie l'une d'elles, "maintenant, je prends des décisions. C'est moi qui m'occupe de la famille", et la jeune Kabouli de 21 ans qui l'accompagne de renchérir : "J'ai quitté l'Afghanistan quand j'étais toute petite. Aujourd'hui, je suis mère de famille mais je suis allée à l'école. Comment pourrais-je retourner dans l'Afghanistan de ma grand-mère, même si la paix revenait ?" C'est bien la question que se posent la plupart des Afghans. ●



La plus grave crise humanitaire des temps modernes

se déroule en Afghanistan.

Les événements catastrophiques de son histoire récente ont contraint des millions d'Afghans à l'exil et des centaines de milliers ont été déplacés à l'intérieur du pays. Plus d'un million de morts, d'innombrables invalides. Le pays est en ruines et la guerre continue. Les institutions de l'Etat afghan – son économie, ses écoles et universités, son agriculture – ont été dans une large mesure détruites.

Pourtant, la vie suit son cours, parmi les ruines. Beaucoup d'Afghans sont rentrés chez eux, à la recherche d'un avenir tout neuf.

© J. NACHTWEY / MAGNUMPHOTOS

Ici, des femmes en tenue traditionnelle prient devant le mât sacré qui symbolise le martyr de l'Imam Hussein, pendant la cérémonie chiite de l'Ashura.

Une victime de la guerre : un homme, mutilé par une mine, demande l'aumône dans le bazar de Jalalabad.



© J. NACHTWEY / MAGNUM PHOTOS

Une ONG allemande distribue des denrées alimentaires à Kaboul.



© S. SALGADO



© J. NACHTWEY / MAGNUM PHOTOS

L'école secondaire Habibia a récemment rouvert ses portes grâce à l'aide de l'UNICEF. Située autrefois sur la ligne de front, l'école avait servi de poste d'artillerie.

La guerre laisse derrière elle des orphelins, ici dans l'orphelinat central de Kaboul.





La fuite précipitée d'une famille pour échapper aux violents combats qui ont ensanglanté Kaboul.

© J. NACHTWEY / MAGNUM PHOTOS

© J. NACHTWEY / MAGNUM PHOTOS



Un choix difficile

Ustad Miara est à la croisée des chemins. Et il doit faire le choix le plus difficile de toute son existence.

Il était professeur de chimie et des sciences de l'atome à Kaboul.

par Rob Breen

Mais voilà : l'Afghanistan a sombré dans la guerre, et tout a basculé. Il a quitté la capitale avec sa femme et ses quatre enfants. Il est parti un peu au hasard, de village en village, poussant toujours plus loin au fur et à mesure que les combats se rapprochaient. Un jour, il ne s'est pas éloigné assez vite et un de ses enfants a été tué. En 1994, il a fini par arri-

ver au Pakistan où l'attendait la sécurité relative d'un camp de réfugiés. Il a troqué ses livres de sciences pour un métier à tisser. Désormais, il confectionnerait des tapis. Une nouvelle vie commençait.

Trois ans plus tard, le voilà face à la question que des millions de réfugiés de par le monde doivent un jour se poser. Doit-il rentrer ? Peut-être, mais il n'a plus de famille en Afghanistan et le pays est toujours en guerre. Doit-il plutôt rester dans le camp ? Essayer de se réinstaller ailleurs ? "Nous rentrerions si la paix revenait, explique-t-il, mais la situation actuelle est intolérable.

Un jour c'est la paix, et le lendemain c'est la guerre. On ne sait jamais à quoi s'en tenir !"

Certains réfugiés ont la "chance" de pouvoir s'ils le souhaitent retourner dans un pays en paix où ils pourront sereinement envisager l'avenir. Rien de tel en Afghanistan. La guerre civile continue sporadiquement, les structures économiques et sociales du pays sont réduites à néant. Résultat : si près de quatre millions de réfugiés ont déjà regagné leurs foyers, ils sont encore 2,7 millions au Pakistan, en Iran, en Inde et dans les pays de la CEI.

Ce sombre tableau ne fait qu'alimenter les incertitudes et les hésitations des réfugiés. Avant le retrait des troupes soviétiques en 1989, nombre d'entre eux affirmaient au personnel du HCR sur le terrain qu'ils rentreraient dès l'installation d'un nouveau gouvernement à Kaboul. Les analystes pensaient que le régime mis en place par les Soviétiques s'effondrerait en quelques mois. En fait, il fallut trois ans aux moudjahidines pour parvenir au pouvoir. Et les réfugiés tinrent parole : ils commencèrent à rentrer massivement au cours de l'été 1992, portés par un vent initial d'optimisme.

Mais la chute du régime Najibullah en 1992 donna le signal d'une

| | ASSISTÉS | SPONTANÉS | TOTAL |
|---------|----------|-----------|--------------|
| 1988/89 | — | — | — |
| 1990 | — | — | — |
| 1991 | — | — | — |
| 1992 | 7 000 | 287 000 | 294 000 |
| 1993 | 337 000 | 269 000 | 606 000 |
| 1994 | 121 000 | 106 000 | 227 000 |
| 1995 | 92 000 | 103 000 | 195 000 |
| 1996 | 8 000 | 6 000 | 14 000 |
| 1997 | 834 | — | 834 |
| TOTAL | 566 000 | 771 000 | 1,33 million |



Rapatriements de l'Iran et du Pakistan

| | |
|-------------|--------------|
| 1988/89 | 200 000 |
| 1990 | 150 000 |
| 1991 | 200 000 |
| 1992 | 1 568 000 |
| 1993 | 964 000 |
| 1994 | 330 000 |
| 1995 | 348 000 |
| 1996 | 135 000 |
| 1997 | 52 000 |
| GRAND TOTAL | 3,9 millions |

| | ASSISTÉS | SPONTANÉS | TOTAL |
|---------|-----------|-----------|---------------|
| 1988/89 | — | 200 000 | 200 000 |
| 1990 | 63 000 | 87 000 | 150 000 |
| 1991 | 174 000 | 26 000 | 200 000 |
| 1992 | 1 274 000 | — | 1 274 000 |
| 1993 | 133 000 | 225 000 | 358 000 |
| 1994 | 32 000 | 71 000 | 103 000 |
| 1995 | 77 000 | 76 000 | 153 000 |
| 1996 | 101 000 | 20 000 | 121 000 |
| 1997 | 43 000 | 9 000 | 52 000 |
| TOTAL | 1 897 000 | 714 000 | 2,61 millions |

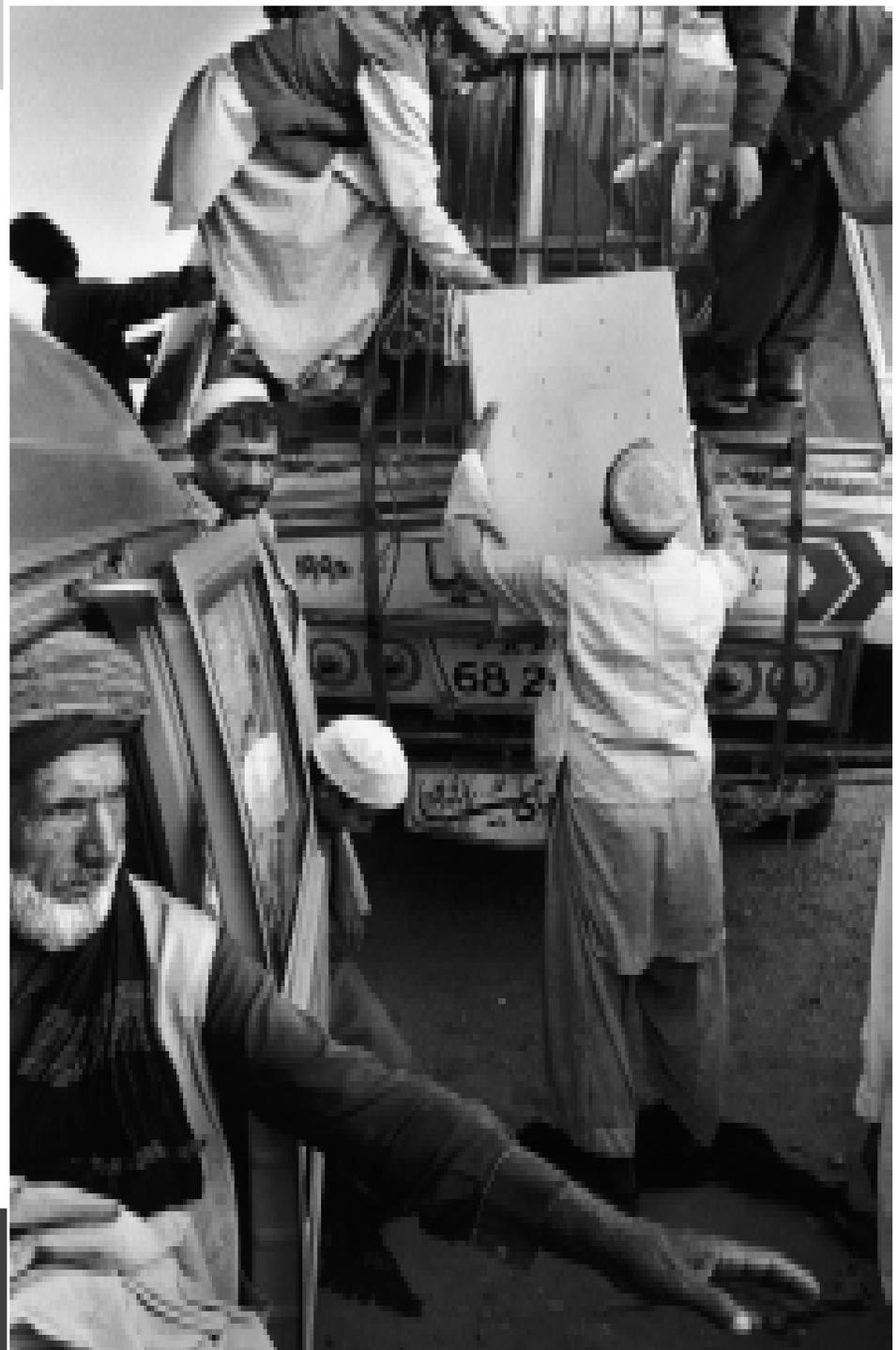


nouvelle guerre entre factions rivales. Cinq années ont passé. L'enlèvement du conflit compromet les rapatriements. Et le jour où les combats cesseront, les réfugiés y regarderont à deux fois avant de faire leurs bagages : ils voudront être absolument sûrs que, cette fois, la paix tiendra.

En attendant, les discussions vont bon train dans les petites salles où les réfugiés des camps se retrouvent presque chaque jour autour d'un verre de thé. La question du retour est évidemment sur toutes les lèvres, et les avis divergent. Beaucoup de réfugiés sont originaires de régions rurales relativement épargnées par le conflit, et ce n'est pas la question de la sécurité qui va primer dans leur décision, mais plutôt les considérations économiques. Mais comme Kaboul est depuis toujours le plus important débouché pour les produits ruraux, le retour dans les villages dépend directement de la fin de l'insécurité et du redémarrage économique de la capitale.

Avant la guerre, il y avait dans chaque famille rurale au moins une personne qui travaillait à Kaboul pour envoyer de l'argent au village. Ces hommes et ces femmes ont maintenant trouvé un emploi au Pakistan, en Iran ou dans les pays du Golfe. Des situations devenues si banales qu'elles ont même un nom : *nimkora* (c'est-à-dire famille séparée). "Certains de mes proches sont retournés au pays quand les moudjahidines sont arrivés au pouvoir", confirme un petit commerçant afghan installé au Pakistan, "mais les fils aînés sont restés au Pakistan et envoient de l'argent."

La question ethnique ajoute un élément de complication supplémentaire. Au début du siècle, les chefs afghans ont délibérément favorisé par des distributions de terres l'émergence d'une petite minorité de propriétaires terriens pachtounes dans le nord du pays, majoritairement tad-



jik. Ces quinze dernières années, des chefs moudjahidines locaux non pachtouns ont confisqué des terres des Pachtouns. Les affrontements des deux groupes ethniques dans la région et les vicissitudes militaires des diverses factions en présence obligent les réfugiés à réviser constamment leurs projets de retour.

L'Afghanistan actuel n'est plus celui que les réfugiés afghans ont

De nouveau sur la route : des réfugiés afghans du village Munda, dans la Province frontière du Nord-Ouest, au Pakistan, empilent leurs maigres possessions sur un camion qui les ramènera chez eux.

La chute du régime Najibullah en 1992 donna le signal d'une nouvelle guerre entre factions rivales.

Une histoire de savon

Un petit vent d'optimisme et de prospérité semble de nouveau souffler sur le minuscule village d'Haidry Qala, en Afghanistan. Les lopins de blé sont replantés. On reconstruit les maisons. On refait le pisé des splendides murs de quatre mètres de haut

par Rupert Colville

qui entourent les habitations traditionnelles. Et les femmes du village ont un nouveau savoir-faire: la fabrication du savon.

L'histoire d'Haidry Qala résume un peu celle de l'Afghanistan moderne. Il y a d'abord eu l'invasion soviétique de 1979, qui a obligé les habitants du village à abandonner leurs maisons prises sous les tirs de chars et les bombardements aériens. Beaucoup se sont réfugiés au Pakistan. Et les années ont passé. Les alliances militaires et politiques se faisaient et se défaisaient, la guerre continuait, Haidry Qala restait pratiquement désert, et dans les camps de réfugiés les discussions allaient bon train: fallait-il rester au Pakistan ou bien rentrer? "Moi, je suis revenu au village plusieurs fois pour voir ce qui se passait", se souvient Haji Baqi, un ancien. "Quand les talibans sont arrivés au pouvoir il y a deux ans, c'est devenu beaucoup plus calme, et j'ai décidé de rentrer". En mai, la plupart d'autres villageois l'ont suivi.

A Haidry Qala comme ailleurs en Afghanistan, la réussite et la poursuite du programme de rapatriement passe bien évidemment par le redémarrage de l'activité économique. Mais le HCR et les autres organisations humanitaires savent fort bien que le redressement du pays risque de prendre des années, d'où l'idée

de lancer toute une série de micro-initiatives au niveau familial et communautaire, ainsi qu'un programme de convois escortés pour les aider à retourner chez eux.

Au début de cette année, grâce à des fonds du HCR, le Comité international de sauvetage a ouvert au Pakistan, dans la Province Frontière du Nord-Ouest, six centres de formation technique diversifiée. Une centaine de réfugiés originaires d'Haidry Qala y ont suivi des stages. Les 67 femmes inscrites au programme ont bénéficié pendant quatre mois de cours dans diverses matières: broderie, couture, procédés de fabrication du savon, ainsi qu'un cours d'initiation à la gestion d'une durée de deux semaines. Les bénéficiaires du programme sont ensuite partis pour Haidry Qala. Le HCR leur a remis, outre leur allocation standard de rapatriés - 5000 roupies (125 dollars) et 300 kg de farine de froment - un allocation-voyage de 1300 roupies (32 dollars), et, pour une somme symbolique, un jeu d'outils et du matériel qui leur permettraient de se mettre au travail. Les jeunes gens rentrés eux aussi au village ont été payés 500 roupies par mois pour suivre des stages d'apprentissage de neuf mois en menuiserie ou en réparation de tracteurs, par exemple.

Dix autres femmes sont revenues, avec leur famille, à Haidry Qala pour démarrer leur micro-entreprise. "Si nous parvenons à obtenir facilement des matières premières, nous fabriquerons des savons en grande quantité, et nous nous regrouperons pour les vendre à l'extérieur", confie le taliban Mohammed Ayoub, l'un des commerçants les plus chevronnés du village, "mais si nous avons du mal à nous approvisionner, chacun com-

mercialisera ses produits de son côté. Comme un savon vaut de 7 ou 8 roupies dans les villes voisines, je suis persuadé que dans un cas comme dans l'autre le village s'en tirera très bien!"

Selon Ruzi Khan, superviseur en gestion commerciale au Comité international de sauvetage, les villageois qui ont suivi les stages sont d'autant mieux armés pour réussir que beaucoup maîtrisaient déjà fort bien le savoir-faire ancestral. Seul problème: ils ne savent pas "se vendre". On va donc parfaire leur formation. Au programme: techniques de vente, réduction des coûts, détermination du prix de vente, augmentation des marges bénéficiaires. "Vous savez, ils ne vont pas faire de publicité à la télé ou à la radio. Mais en revanche les mosquées et les cimetières sont des lieux de rencontre et c'est là qu'ils peuvent faire connaître leurs produits. Car il y a indiscutablement un marché. Il suffit de le trouver."

Bref, les habitants d'Haidry Qala continuent tranquillement de rebâtir leur existence et à relever le village de ses ruines. Il n'y a toujours pas d'école ni de dispensaire. Il faut nettoyer les fossés d'irrigation et le blé devra être fauché. Il n'y a pas assez de matériaux de toiture pour tout le monde et Haji Baqi habite chez un cousin en attendant que sa maison soit remise en état. "J'ai encore un frère au Pakistan, explique-t-il, mais il ne veut pas rentrer sans être sûr d'avoir un toit. Quand je serai chez moi, je pourrai l'héberger". Et, humant les effluves âcres qui s'échappent de la maison voisine, il ajoute en souriant: "c'est aussi à cause de projets comme ça que je suis content d'être rentré." ●

L'histoire

d'Haidry Qala résume un peu celle de l'Afghanistan moderne.

Les eaux troubles de

L'Amou-Daria, l'Oxus d'antain, n'est pas exactement un fleuve grandiose. "Le courant était moins rapide que je ne l'aurais cru ; il ne dépassait pas les 3 kilomètres à l'heure", écrivait en

par Pierre-François Pirlot

1808 le vétérinaire britannique William Moorcroft lors d'une expédition en Asie centrale. "Ses berges sont basses, meubles comme celles du Gange, et comme celles du Gange, ses eaux sont chargées de limon."

Même aujourd'hui, peu d'étrangers connaissent la partie du fleuve qui traverse vers l'ouest l'impressionnant massif de l'Hindou Kouch puis les déserts brûlants avant de se jeter dans la lointaine mer d'Aral perdue au milieu des terres.

La description du docteur Moorcroft a beau être peu flatteuse, il n'empêche: l'Amou-Da-

ria joue depuis des siècles un rôle primordial dans l'histoire de l'Asie centrale. Aujourd'hui les pays riverains jettent des regards inquiets par-delà ses eaux boueuses : l'instabilité chronique de l'Afghanistan ne va-t-elle pas provoquer chez eux des troubles politiques et militaires, voire de nouveaux déferlements de réfugiés ? Leurs fragiles républiques, nées le plus souvent sur les décom-

ptes de l'empire soviétique, ne vont-elles pas être gravement menacées dans l'éventualité de nouveaux bouleversements ?

C'est au XIX^e siècle que l'Amou-Daria est devenu l'improbable enjeu politique de toutes les convoitises : obnubilés par leur rêve d'expansion de l'empire russe vers le Sud et jusqu'aux ports situés sur les mers chaudes, les tsars avançaient toujours plus avant en Asie centrale, tant et si bien qu'ils finirent par se trouver nez-à-nez avec les Britanniques, alors maî-

Les Tadjiks, peuple d'origine persane, n'étaient majoritaires qu'au Tadjikistan et dans certaines régions d'Ouzbékistan. L'avancée des troupes impériales russes poussa des vagues de Turkmènes vers l'Iran et le nord-ouest de l'Afghanistan. Puis, quand les Soviétiques imposèrent à leurs satellites d'Asie centrale la collectivisation des terres et leurs désastreuses politiques agricoles, d'autres Turkmènes, mais aussi des Tadjiks, des Kazaks, des Kirghizes et des Ouzbeks traversèrent l'Amou-Daria pour passer

en Afghanistan et y retrouver leur parenté arrivée précédemment. L'exode fut massif, comme l'atteste le fait que les Tadjiks sont aujourd'hui plus nombreux en Afghanistan qu'au Tadjikistan même.

L'invasion soviétique de 1979 acheva de déstabiliser l'Afghanistan. Des millions d'Afghans se réfugièrent dans les pays voisins, donnant au monde le triste spectacle du

plus grand exode de l'histoire moderne. Les moudjahidines prirent les armes pour se battre contre les Soviétiques, puis plus tard entre eux. Les pays occidentaux financèrent et armèrent généreusement certaines factions, y compris les plus fondamentalistes, puis assistèrent impuissants aux combats fratricides de leurs anciens protégés qui commencèrent à s'entredéchirer dès que Moscou



Ces réfugiés tadjiks feront la traversée de l'Amou-Daria pour être rapatriés dans leur pays. Qezel Qal'a, province de Kunduz, en Afghanistan.

tres de l'Inde. Ainsi commença entre les deux puissances un interminable et meurtrier jeu de cache-cache qui allait durer des décennies.

Ce choc de Titans et l'expansion de l'empire russe obligèrent des peuples entiers à plier bagage. Une grande partie des problèmes actuels n'ont d'autre origine que ces déracinements massifs. Jusqu'alors, l'Asie centrale était surtout peuplée de Turkmènes.

Aujourd'hui les pays riverains jettent des regards inquiets par-delà ses eaux boueuses : l'instabilité chronique de l'Afghanistan ne va-t-elle pas provoquer chez eux de

L'Amou-Daria

– l'ennemi commun – eut été mis hors jeu.

L'Union soviétique se retirait, mais une autre guerre, civile celle-là, commençait. L'Afghanistan sombra dans l'anarchie. Les renversements d'alliances se succédaient dans la plus grande confusion. Les querelles intestines se multipliaient. C'est dans ce contexte délirant que les talibans, obscurs et mystérieux "étudiants en religion" d'ethnie pachtoune, se manifestèrent pour la première fois en 1994. La plupart des analystes estimèrent à l'époque que ces nouveaux acteurs n'avaient aucune chance dans les régions du Nord à prédominance tadjike et ouzbèke. Mais deux ans plus tard les talibans se rendaient maîtres d'Hérat, ville très majoritairement tadjik, de Kaboul, la capitale, et des trois quarts du pays.

L'arrivée au pouvoir des talibans et l'instabilité chronique de l'Afghanistan donnent des sueurs froides à tous les pays d'Asie centrale. Les talibans vont-ils apporter la stabilité ou vont-ils s'écarter du rôle traditionnellement passif de l'Afghanistan pour prendre la tête d'une nouvelle croisade intégriste? Les dirigeants talibans se sont certes défendus à maintes reprises d'avoir des visées expansionnistes, mais certains de

leurs lieutenants appellent à la "reconquête" des hauts lieux de l'histoire musulmane que sont les villes de Boukhara et Samarkand, aujourd'hui en territoire ouzbek. Les pays voisins, pratiquement tous confrontés à une opposition islamiste, ne sont guère convaincus par les dénégations des maîtres de Kaboul et craignent en particulier que des troubles n'éclatent dans la vallée de Ferghana, zone densément peuplée située à la jonction de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizistan où

même si l'Afghanistan n'intervient pas directement, la seule présence sur la rive sud de l'Amou-Daria d'un mouvement religieux aussi puissant que celui des talibans pourrait être un facteur de déstabilisation, et c'est ce qu'ils redoutent.

Cette inquiétude s'est avivée il y a quelques mois lorsque les talibans alliés au chef de la région nord ont momentanément occupé Mazar-i-Charif. Le bruit a couru que des milliers, voire des centaines de personnes s'apprétaient à traverser

l'Amou-Daria pour se réfugier au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Les deux pays ont immédiatement fermé leurs frontières, l'Ouzbékistan allant jusqu'à disposer d'énormes blocs de béton à l'entrée du seul pont le reliant à l'Afghanistan.

En vérité, les berges de l'Amou-Daria étaient déjà en certains endroits assez inaccessibles. Les Soviétiques avaient en effet installé le long du flanc septentrional

de leur empire des milliers de kilomètres de fil de fer barbelé et électrifié qui empêchaient les Afghans de s'exiler et les étrangers de pénétrer en Afghanistan (tout comme ils avaient fait construire le Mur de Berlin pour protéger leur flanc occidental). Le dispositif existe toujours et, si un nouvel exode survenait, le franchissement de la frontière serait difficile. Sauf que cette fois

Rapatriements organisés de réfugiés tadjiks en Afghanistan [1]

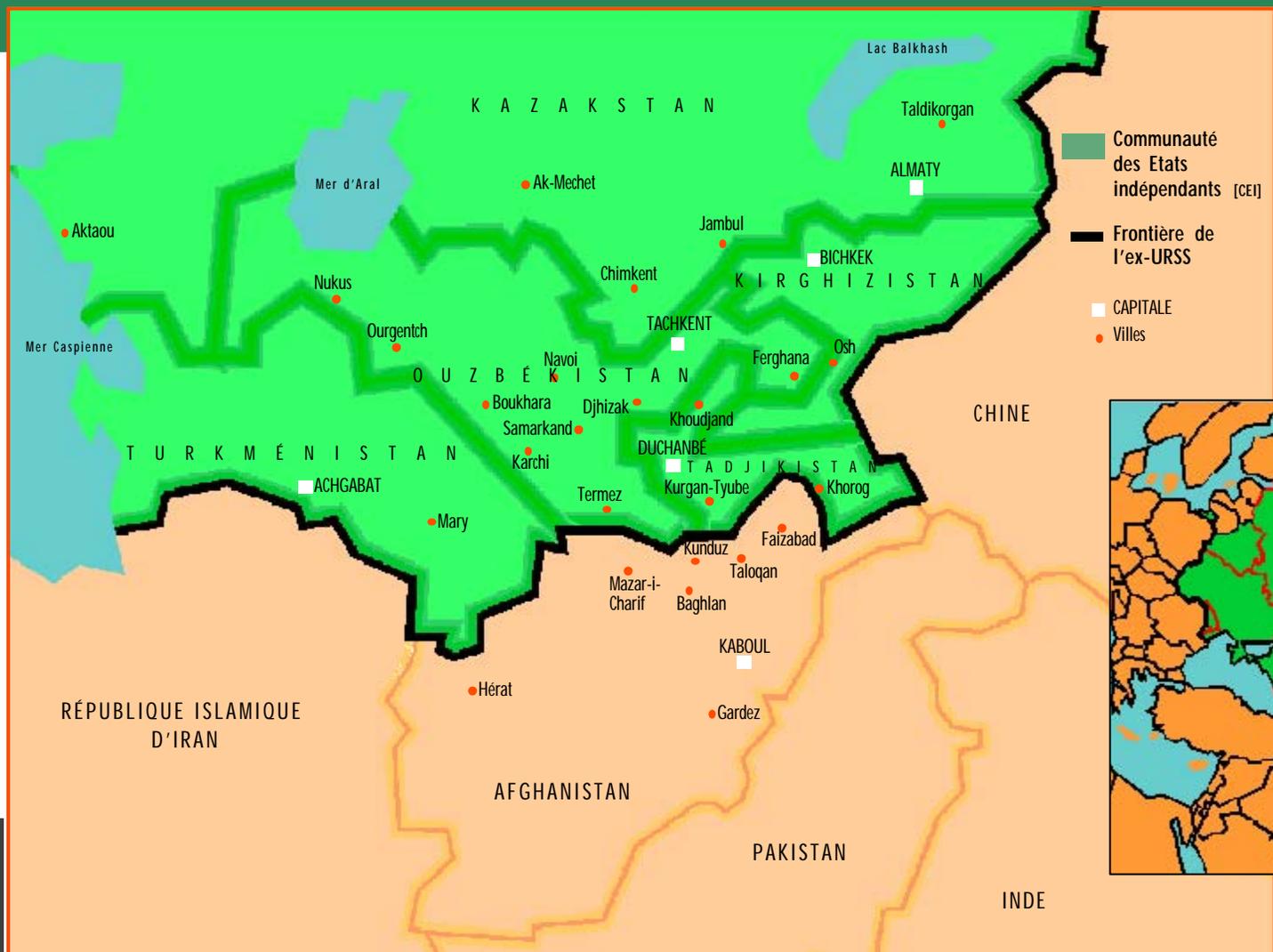
| depuis : | camp de Sakhi | Kunduz | Hérat | Total |
|---------------------------------|---------------|---------------|-----------|-------------------|
| 1993 | 8 993 | 9 538 | — | 18 531 |
| 1994 | 6 098 | 4 717 | — | 10 815 |
| 1995 | 330 | 998 | 97 | 1 425 |
| 1996 | 505 | 849 | — | 1 354 |
| 1997 [2] | 56 | 3 680 | — | 3 736 [2] |
| TOTAL | 15 982 | 19 782 | 97 | 35 861 [1] |
| Restent encore en Afghanistan : | 7 200 | 3 000 | 82 | 10 000 + |

[1] 12 000 autres réfugiés tadjiks seraient retournés spontanément.
[2] Au 31 août 1997.

cohabitent des dizaines d'ethnies et qui a déjà été le théâtre de deux conflits mineurs mais sanglants.

Car la vallée de Ferghana est une véritable poudrière ethnique. Les pays d'Asie centrale et leurs alliés de la Communauté des Etats indépendants (CEI), dont la Russie, veulent empêcher un rapprochement entre les talibans et les fondamentalistes de la Vallée de Ferghana. Mais

**ards inquiets par-delà ses eaux boueuses :
s troubles politiques et militaires, voire de nouveaux déferlements de réfugiés ?**



le flux serait probablement inverse, les Afghans quittant leur pays d'adoption pour revenir sur leurs terres ancestrales.

La dernière crise a débordé la zone frontalière. Le Kirghizistan, qui n'a même aucune frontière avec l'Afghanistan, s'est mis en état d'alerte et s'est préparé à accueillir des milliers de réfugiés. Le Haut Commissaire Sadako Ogata, alors en tournée dans la région, a exhorté les pays limitrophes à ouvrir si nécessaire leurs frontières aux populations en fuite. Elle a obtenu l'accord des intéressés et leur a promis l'assistance du HCR en cas d'arrivée massive de réfugiés.

A l'exception de l'exode éclair en Turkménistan, au mois de juin, d'environ 9000 Afghans d'origine turkmène de la province occidentale de Badghis, il n'y a pas eu d'afflux massif de réfugiés, surtout parce que les talibans ont perdu Mazar aussi vite qu'ils l'avaient conquise. Mais s'ils lancent une deuxième offensive dans le nord du pays, beau-

coup d'Afghans tenteront vraisemblablement de s'exiler. Or, les pays limitrophes n'ont guère les moyens de les accueillir. Ces jeunes États indépendants nés de l'implosion de l'Union soviétique sont encore fragiles. Au moment où ils s'efforcent de trouver un difficile compromis entre démocratie, droits de l'homme et style de gouvernement communiste, ils n'ont pas besoin d'un casse-tête supplémentaire.

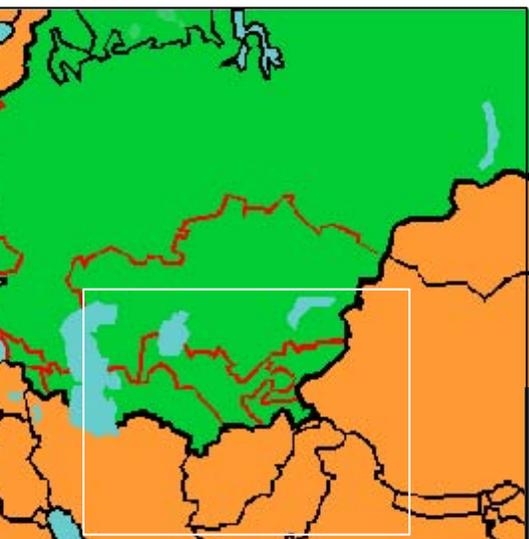
Les jeunes républiques d'Asie centrale nées dans l'euphorie de l'indépendance retrouvée affrontent maintenant les dures réalités de leur survie. La plupart ont soutenu la Conférence sur les réfugiés et les migrants dans la CEI et le plan d'action qui l'a suivie. Mais aujourd'hui elles s'interrogent sur ce qu'elles doivent faire avec les "migrants" afghans – dont certains reviennent sur leurs terres ancestrales.

Elles savent que les migrants et les réfugiés sont proches, ethniquement parlant, de leurs propres populations. Mais pour de multiples rai-

sons – fragilité économique, chômage chronique, effondrement des systèmes de protection sociale – elles ont du mal à intégrer les nouveaux venus. De plus, elles veulent rester laïques – le Tadjikistan s'est même battu pour cela – et craignent que les Afghans n'apportent avec eux un fondamentalisme religieux dont elles ne veulent pas. En clair, compte tenu de l'environnement politique, social et culturel qui a été le leur, les nouveaux réfugiés afghans ne vont-ils pas importer des idées et des influences dangereuses ?

Ce genre de questions est loin d'être rhétorique dans des pays qui luttent pour se consolider. Si les frontières s'ouvrent aux nouveaux réfugiés, comment maîtriser les flux migratoires et maintenir l'autorité parfois pesante de l'Etat sur le territoire national ? Ces interrogations expliquent pourquoi certaines capitales traînent des pieds pour appliquer les lois sur la nationalité, la convention relative aux réfugiés et le droit humanitaire.

Ainsi le Turkménistan, qui promettait au lendemain de l'indépendance de faire des Afghans de souche turkmène des citoyens à part entière, se montre maintenant nettement moins enthousiaste. Le Kazakhstan, qui n'a aucune frontière avec l'Afghanistan, ne sait pas s'il doit continuer à accepter des contingents



d'Afghans d'origine kazak. Le Tadjikistan, signataire de la Convention de 1951 relative aux réfugiés, s'inquiète du nombre croissant de "retours" et de ses possibles répercussions sur le fragile processus de paix en cours dans le pays. Par ricochet, le Kirghizistan se demande avec inquiétude si la situation intérieure du Tadjikistan ne va pas inciter les réfugiés à pousser plus au nord et jusqu'à ses frontières.

Chacun marque ses positions en prévision d'une escalade éventuelle de la crise afghane. L'Ouzbékistan demande à l'Afghanistan de revenir à la normale pour éviter de déstabiliser toute la région. Le Turkménistan essaie de se rapprocher de l'Iran, pays notoirement méfiant vis-à-vis des talibans. La Russie, qui maintient 25 000 hommes de troupe au Tadjikistan, a clairement fait savoir qu'elle avait besoin d'une frontière septentrionale sûre et calme pour "l'étranger proche".

Mais quel que soit le destin de l'Asie centrale, une chose est certaine: tout se jouera pendant longtemps encore autour d'un modeste fleuve appelé Amou-Daria. ●

Khodaï, ou la mémoire du siècle

L'histoire de l'Asie centrale est profondément gravée dans le visage sec de Khodaï Nazar. Il a 90 ans et quelques - il a cessé de compter - et s'il a oublié quelque événement de l'histoire mouvementée de sa région, sans doute n'est-ce de toute manière rien d'important. Il se souvient de la chute de l'empire russe et de l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Son existence a été faite de guerres et d'exodes et il a été combattant et réfugié plus d'une fois.

A la fin du XIX^e siècle, les tsars avaient annexé les émirats d'Asie centrale, où habitait sa famille, les uns après les autres, et en 1917 après la chute des Romanov, les Bolcheviques arrivés au pouvoir poursuivirent la campagne de terreur sur les populations locales. Les révoltes et les famines se multiplièrent alors que Moscou imposait une désastreuse politique de collectivisation et tentait d'éliminer la religion, les chefs tribaux et le mode de vie traditionnel des nomades.

Le père de Khodaï était un grand chef tribal turkmène de la région de Kerki, qui faisait partie de l'émirat de Boukhara, et était naturellement dans la ligne de mire des Soviétiques. "Ils nous ont dit que tout le monde était égal et que nous devions renoncer à nos biens, raconte Khodaï. Ils nous ont tout promis. Et puis nos moutons et nos enfants ont commencé à mourir. Nos puits avaient été empoisonnés. Et après ils ont commencé à arrêter et tuer ou déporter les gens." Khodaï et les siens ont dû fuir une première fois (ce ne sera pas la dernière) et se frayer un chemin jusqu'en Afghanistan pendant qu'exécutions et déportations s'abattaient sur leur Boukhara natal.

La mosaïque tribale de l'Asie centrale se recomposait constamment au gré des pérégrinations des Turkmènes, des Ouzbeks et des Tadjiks qui sillonnaient la région depuis des siècles.

Aussi Khodaï ne fut-il pas complètement dépaysé quand il atteignit le nord de l'Afghanistan. De nombreux Turkmènes y vivaient déjà. La frontière léguée par les rivalités impériales était certes un repère commode pour les administrations, mais elle ne signifiait pas grand-chose pour les tribus nomades de la région.

Arrivé en Afghanistan, Khodaï s'engagea dans le mouvement de résistance basmachi, un groupe anti-Bolchevique commandé par le légendaire Enver Pascha. Les Basmachis soutinrent dans un premier temps le gouvernement de Kaboul, avant de se retourner contre lui quand les dirigeants afghans tombèrent sous la coupe de Moscou.

Puis vint l'invasion soviétique, qui contraignit Khodaï et la plupart de ses compagnons Turkmènes à se réfugier au Pakistan, où ils resteront plusieurs années. Khodaï rentra chez lui en 1992, las d'une vie d'exode et de conflits, espérant tout de même finir ses jours tranquillement. Mais il était dit décidément que la guerre le poursuivrait partout où il irait. En mai de cette année on recommençait à se battre autour de son village, cette fois contre les talibans qui voulaient imposer leur autorité sur la région. Le vieil homme est désabusé. Il voit dans ce dernier épisode la confirmation de l'amère leçon qu'il a apprise à ses dépens toute sa vie: les hommes comme lui ne peuvent faire confiance à personne et ne doivent compter que sur eux-mêmes et sur leur tribu pour protéger leur famille et leur avenir.

Une fois encore sa famille l'a aidé à grimper dans une charrette et il est parti à travers le désert vers la frontière du Turkménistan et un havre éventuel. Comme toujours les combats ont fini par s'arrêter, mais ce dernier exode était de trop pour lui: "Je suis trop vieux pour repartir, soupire-t-il. C'est ici que je finirai mes jours." ●

Les femmes d'Afghanistan

Shirine Baba est célibataire. Réfugiée au Pakistan depuis 22 ans, elle veut maintenant rentrer dans son pays, l'Afghanistan. La raison? L'arrivée au pouvoir des talibans. "Que Dieu punisse

par Rupert Colville

ceux qui s'opposent aux talibans!" s'exclame-t-elle avec emphase. "Il faudrait les chasser du pays. Tous les Afghans devraient respecter les nouvelles règles." Pachtoune et rurale comme la plupart des talibans, elle est profondément attachée aux traditions ancestrales. "Ici, les filles restent à la maison. Aucune de nous ne sait lire ou écrire. Les talibans disent que les filles ne doivent pas aller à l'école, et nous les écoutons. Et puis il faudrait payer 300 roupies par mois, alors c'est trop cher de toute façon."

Nasrine (nous tairons son vrai nom) n'est pas du tout de cet avis. Elle a 25 ans, une formation d'ingénieur, et représente assez bien la femme afghane moderne. "J'ai neuf personnes à ma charge et j'ai besoin de travailler, se lamente-t-elle. J'ai fait 17 ans d'études, et si on m'empêche d'exercer mon métier j'aurai étudié pour rien." Elle était la seule à ramener de l'argent à la maison, et quand les talibans sont arrivés à Kaboul elle a dû quitter son emploi dans une organisation humanitaire et porter la traditionnelle *bourka*, sorte de grande toile de tente percée d'une petite ouverture grillagée à la hauteur des yeux. "La *bourka* fait certes partie de notre culture, concède-t-elle, avant d'ajouter : mais elle n'avait jamais été obligatoire auparavant !"

Deux mondes s'affrontent donc : la tradition et la modernité, la ville

mais en sécurité. L'accès à l'instruction et aux emplois? Elles ne voient pas trop bien ce que cela signifie.

Depuis le 27 septembre 1996, date de leur entrée à Kaboul, les talibans imposent à la population une kyrielle d'interdits sociaux, culturels et économiques. Sauf rares exceptions, les femmes n'ont plus le droit de travailler à l'extérieur et doivent porter la *bourka* dans la rue. Les universités et les écoles n'acceptent plus les filles. En l'espace de quelques mois, les femmes afghanes ont perdu la plupart des libertés qu'elles avaient mis un siècle à conquérir. Les hommes ne sont pas épargnés par les interdictions de toutes sortes, qui au début leur étaient assénées au rythme de deux ou trois par semaine : défense de se raser ou même de se tailler la barbe, défense d'écouter de la musique, défense de regarder la télévision, défense de posséder des photos de créatures vivantes, etc.

Ces diktats sont souvent énoncés au nom de l'islam. Mais Nancy Dupree, chercheuse spécialiste de l'Afghanistan, souligne une contradiction dans le sort réservé aux femmes : "L'Afghanistan est une mosaïque de peuples très divers ayant chacun leur propre conception de la place et des devoirs de la femme, explique-t-elle, mais ils sont tous intimement convaincus de la supériorité de l'homme et de la nécessité d'exercer un contrôle très strict sur les filles et les épouses. Le code tribal pachtoun impose des interdits particulièrement sévères dont beau-

mes constitutionnelles et juridiques qui ont donné aux femmes afghanes le droit de vote, la liberté de circulation, le droit à l'éducation et à l'emploi. Ces progrès ont surtout profité aux citadines, et ce sont elles aujourd'hui qui pâtissent le plus de l'arrivée au pouvoir des talibans.

Hamida s'est enfuie au Pakistan avec son mari et ses trois enfants six mois après l'arrivée des talibans à Kaboul. Enseignante à Khair Kana (une banlieue de la capitale) depuis cinq ans, elle s'est retrouvée brutalement sans travail à 28 ans. "Dès le premier jour, les talibans ont décrété que les femmes n'avaient plus le droit d'enseigner", explique-t-elle. Mais le pire restait à venir. Les talibans ont saisi le taxi de son mari qui, après avoir été promené d'un service administré à un autre pendant un mois, a fini par renoncer à récupérer son véhicule. "Nous avons mis presque toutes nos économies dans cette voiture, confie Hamida. Nous étions l'un et l'autre sans travail. Je ne pouvais plus mettre le nez dehors. Alors nous avons pris le peu d'argent qui nous restait, et nous sommes venus au Pakistan." Triste ironie du sort, alors qu'elle avait tenu bon vaillamment à Kaboul pendant quatre années de guerre, elle a été contrainte de partir quand les talibans ont imposé leur style de paix. Le taxi de son mari a bien été retrouvé, "mais il n'en restait que la carcasse", soupire-t-elle.

La grande angoisse des femmes de Kaboul, c'est sans doute le risque constant de représailles physiques en

«L'islam prône la justice et l'égalité entre les sexes.»

et la campagne. Beaucoup de citadines, surtout à Kaboul et à Hérat, pensent comme Nasrine. Les femmes des régions rurales d'Afghanistan et des villages de réfugiés du Pakistan raisonnent comme Shirine Baba : pour elles, le plus important c'est que les femmes soient désor-

coup bafouent les droits des femmes, mais qui sont totalement étrangers à l'esprit de l'islam. Or, l'islam est l'autre grande règle de vie des Afghans. Et il prône au contraire la justice et l'égalité entre les sexes."

C'est l'islam modéré a permis au cours de ce siècle une série de réfor-

cas de violation involontaire d'un des innombrables interdits imposés par les nouveaux maîtres du pays. "Ma cousine a été battue parce qu'elle portait un tchador au lieu de la *bourka*, raconte Hamida. Ils l'ont frappée dix ou douze fois aux jambes avec un soulier. Elle est restée trois jours

entre tradition et modernité

sans pouvoir marcher. Ça l'a beaucoup traumatisée." Une autre réfugiée, Soraya, a dû abandonner ses études vétérinaires quand les talibans ont pris le pouvoir. "Je ne pouvais plus sortir, se souvient-elle, sauf en cas d'urgence. C'est mon mari qui faisait les courses. Il ne voulait plus que je sorte parce que les talibans insultaient les femmes. On les chas-

vailler ou à prendre en charge leur famille, un peu comme en Europe pendant les deux conflits mondiaux. Les diplômées sont devenues chirurgiennes, médecins, avocates, comptables, enseignantes ou fonctionnaires. Elles ont pris une place importante dans la vie économique. Quand les talibans se sont emparés de Kaboul, il y avait 25% de femmes dans

libres de faire des études. Pourtant, quand les écoles ont rouvert leurs portes en mars, l'université de Kaboul a refusé d'inscrire les étudiantes et les directeurs d'école ont reçu la consigne de ne pas accepter les filles. "Cet exemple illustre bien les contradictions du nouveau régime, analyse Nancy Dupree. Les talibans disent que les femmes n'ont pas le droit de sortir parce qu'elles ne sont pas en sûreté dans les rues. Mais en même temps ils se targuent d'avoir rétabli l'ordre et la sécurité! Ils ont ramené

"L'Afghanistan est une mosaïque de peuples très divers ayant chacun leur propre conception de la place et des devoirs de la femme."

sait de leur emploi, on les agressait. Et en plus le coût de la vie augmentait tous les jours."

Le hiatus entre villes et campagne a rarement été aussi net à l'heure où les talibans semblent vouloir imposer par la force leur culture rurale aux villes afghanes – par un mouvement exactement inverse à celui des années 70, quand les jeunes idéologues communistes avaient obligé des paysans extrêmement conservateurs à envoyer leurs filles à l'école, ce qui crée un ressentiment profond encore perceptible aujourd'hui.

Contrairement à leurs sœurs citadines, les rurales d'ethnie pachtoune sont, à l'instar de Shirine Baba, à l'aise dans la culture taliban. La sécurité s'est améliorée, les chefs de bande qui terrorisaient les campagnes ont disparu, et les diktats les plus contraignants, comme le port obligatoire de la *bourka*, sont souvent tout bonnement ignorés. Le hiatus ville-campagne apparaît de façon flagrante dans les flux de rapatriement : alors que des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants réfugiés au Pakistan continuent à retourner dans le sud et l'est de l'Afghanistan tenus et pacifiés par les Pachtoune, les citadines instruites réfugiées en Iran sont pratiquement toutes restées en exil.

Tous cela n'est pas sans conséquences pour l'avenir de l'Afghanistan. En 18 années de guerre, beaucoup de femmes des villes et des campagnes ont été appelées à tra-

vailler ou à prendre en charge leur famille, un peu comme en Europe pendant les deux conflits mondiaux. Les diplômées sont devenues chirurgiennes, médecins, avocates, comptables, enseignantes ou fonctionnaires. Elles ont pris une place importante dans la vie économique. Quand les talibans se sont emparés de Kaboul, il y avait 25% de femmes dans

les administrations. Des dizaines de milliers de veuves et d'épouses de soldats portés disparus étaient devenues chefs de famille. Si des femmes comme Nasrine, Hamida et Soraya ont finalement décidé de fuir l'Afghanistan, c'est tout autant pour préserver leur équilibre psychologique que parce qu'on leur déniait le moindre droit économique, culturel et éducatif. "Pour les talibans, la chasteté des femmes est la vertu islamique suprême, explique Nancy Dupree. L'une de leurs grandes priorités est de préserver le caractère sacré de la famille close autour d'un noyau qu'il faut absolument protéger : les femmes. D'où l'obligation faite à toute Afghane de porter la *bourka* et de rester cloîtrée chez elle pour se consacrer à sa tâche essentielle qui est de veiller au bien-être de sa famille. Les femmes n'ont pas le droit de mettre le pied dehors sans être accompagnées par leur mari, leur père, leur frère ou leur oncle. Toutes ces nouvelles contraintes sont imposées à Kaboul et dans les régions aux mains des talibans, et aussi dans des zones qu'ils ne contrôlent pas, et où les autorités prennent des mesures identiques pour essayer de séduire les sympathisants du nouveau régime."

Les initiatives des talibans ont soulevé un tollé international, jusque et y compris dans certains pays musulmans. Devant les critiques, les autorités de Kaboul ont affirmé que les femmes afghanes étaient parfaitement

le calme, certes, mais nombre de Kabouliennes craignent pour leur sécurité physique car elles risquent d'être battues pour un oui pour un non." Comme elles ne sont plus libres de leurs mouvements, les femmes renoncent souvent à aller chez le médecin, par exemple. La fréquentation des dispensaires de consultations pré- et post-natales a chuté – alors que le pays enregistre probablement le taux de mortalité maternelle et infantile le plus élevé de la planète.

Malgré tout, l'opposition ville-campagne est peut-être moins marquée qu'elle ne paraît. Car les années de guerre ont brassé les populations. Les anciens réfugiés et personnes déplacées reviennent dans les régions rurales avec de nouvelles idées et d'autres attentes. "L'éducation, naguère honnie parce que considérée comme un moyen de propagande communiste, a retrouvé son prestige, note Nancy Dupree. On constate aujourd'hui dans beaucoup de communautés rurales que les femmes veulent s'instruire pour pouvoir gagner leur vie. Et, plus intéressant encore, les hommes et certaines autorités locales sont prêts à les appuyer. Les décisions prises par le gouvernement central sont souvent mises de côté au niveau local, et parmi les talibans il y a certes des extrémistes mais aussi des modérés." Voilà qui donne quelque espoir pour l'avenir de l'Afghanistan. ●

Des cadeaux du Japon

Des babioles peut-être, mais de vrais trésors pour de jeunes réfugiés afghans démunis de tout.

Jour de fête pour cet enfant réfugié afghan qui reçoit, peut-être pour la première fois de sa vie, un cadeau d'une éclaireuse japonaise dans l'école Ghazi, près de Peshawar, au Pakistan.

Une petite fille contemple d'un air émerveillé son premier jouet, une simple corde à sauter, puis se met à la faire tourner en riant. Des gamins sur-excités déchirent avec des cris de joie des emballages contenant des crayons de couleur, des stylos, des

par Veslemoy Naerland

cahiers. Des fillettes tressent dans leurs cheveux des rubans qu'elles arboreront fièrement pendant des semaines. C'est le jour des cadeaux. Des babioles peut-être, mais de vrais trésors pour de jeunes réfugiés afghans démunis de tout.

L'aide à l'Afghanistan peut prendre différentes formes. L'une des plus originales et des plus touchantes est la visite annuelle des scouts japonaises, dans le cadre d'un programme pour la paix lancé conjointement en 1993 par le HCR et l'Association mondiale des guides et des éclaireuses. Depuis le lancement du programme, plus de 260 000 colis de cadeaux ont été recueillis dans 52 pays pour les enfants réfugiés de la planète.



Les éclaireuses japonaises ont décidé d'aider tout particulièrement les enfants d'Afghanistan. En 1995 et 1996, leurs cadeaux ont pu être distribués sur place aussi bien qu'au Pakistan, mais la guerre civile et l'instabilité politique ont limité la distribution, jusqu'à présent cette année, aux communautés réfugiées de la Province Frontière du Nord-Ouest, au Pakistan.

Quelque 50 000 jeunes Japonaises s'étaient mobilisées pour recueillir les cadeaux et pour confectionner 13 536 petits paquets enrubannés, dont près de la moitié ont été distribués en mars à Peshawar et dans la région rurale de Dir, près de la frontière afghane, par une délégation de six éclaireuses japonaises accompagnées de leur monitrice. Les responsables du mouvement scout et du HCR espèrent que le reste de la distribution pourra avoir lieu en Afghanistan plus tard dans l'année si la situation se stabilise et si les écoles, notamment les écoles de filles, rouvrent leurs portes.

Les "colis pour la paix" sont aussi bien des crayons, des cahiers et des gommes que des jouets, des t-shirts ou des articles de toilette. Mais tous sont les bienvenus. Les enfants des pays pauvres, et notamment les jeunes réfugiés, ont désespérément envie d'aller à l'école. Leur donner des articles scolaires, c'est aussi encourager les parents et les enseignants à accorder davantage de place à l'éducation. Les autres cadeaux, apparemment plus frivoles, sont autant de petits luxes pour des enfants qui n'ont jamais eu de savonnette ou de brosse à dents.

Le jour de la distribution des cadeaux à Dir, les enfants ont été l'espace d'une journée les héros du village. Tout le monde est venu assister à l'événement et les instituteurs ont été un peu interloqués quand, à la fin de cérémonie, leurs élèves d'ordinaire si réservés et timides se sont spontanément mis à chanter pour remercier leurs visiteuses japonaises. "Vous voyez, dit une institutrice, ces petits cadeaux sont utiles pour la vie quotidienne, mais encore plus pour le moral des réfugiés !" ●

Editeurs

Edition anglaise

- **OXFORD UNIVERSITY PRESS**
Walton Street
Oxford OX2 6DP
Royaume-Uni
Tél. (1865) 56767
Fax (1865) 56646

Edition française

- **LA DÉCOUVERTE**
9 bis, rue Abel Hovelacque
75013 Paris – France
Tél. (1) 44 08 84 00
Fax (1) 44 08 84 19

Edition allemande

- **J.H.W. DIEZ NACHFOLGER
GMBH**
2, in der Raste
53129 Bonn – Allemagne
Tél. (0228) 23 80 83
Fax (0228) 23 41 04

Edition italienne

- **PRÉSIDENCE DU CONSEIL
DES MINISTRES**
Département de
l'information et des
publications
Contact : HCR,
Via Caroncini 19
I-0019 Rome – Italie
Tél. (06) 807 71 19
Fax (06) 808 23 38
E-Mail: itaro@unhcr.org

Edition japonaise

- **YOMIURI SHIMBUN**
171, Ohtemachi
Chiyoda-Ku
Tokyo – Japon
Tél. (03 5245) 70 41
Fax (03 5245) 70 49

Edition espagnole

- **ICARIA EDITORIAL**
16, Ausiás Marc
08010 Barcelone – Espagne

Edition portugaise

- **ALTO COMISSARIADO
DAS NAÇÕES UNIDAS
PARA OS REFUGIADOS**
Rua das Necessidades No. 19,
Lisbone 1350 – Portugal
Tél. (351) 1 396 1306
Fax (351) 1 396 1311

Edition turque

- **UNHCR (BMMYK)**
Abidin Daver Sokak
N° 17, Çankaya
Ankara – Turquie
Tél. (90-312) 440 80 55
Fax (90-312) 438 27 02

Date de parution :
Novembre 1997

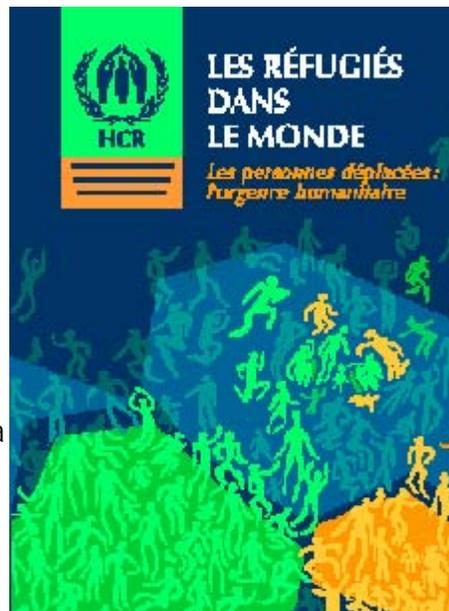
Les réfugiés dans le monde

Les personnes déplacées : l'urgence humanitaire

Le rapport 1997/98 du HCR

Une analyse globale des problèmes
et politiques

liés aux réfugiés et aux personnes déplacées.



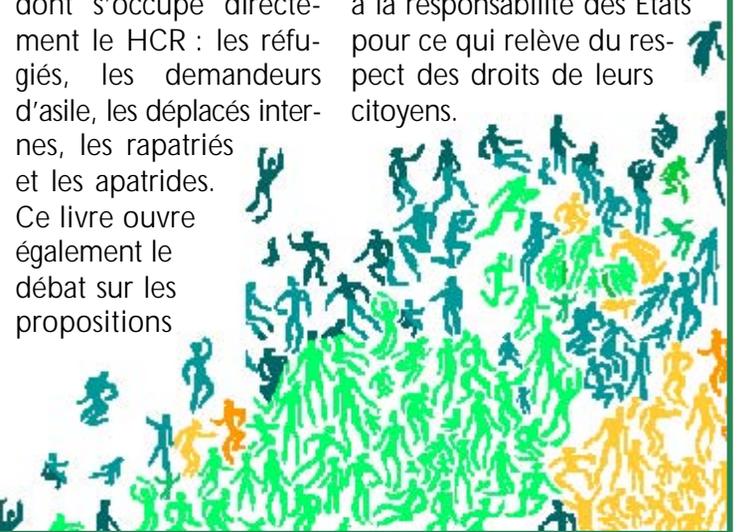
Ces dernières années, on a assisté à une succession de conflits armés où les gens fuyaient en masse pour sauver leur vie : au Burundi, en Tchétchénie, en Colombie, au Libéria, au Sri Lanka et au Zaïre, pour ne citer que quelques exemples.

Ailleurs, en particulier dans l'ex-Yougoslavie, dans le Caucase et en Afrique centrale, des millions de gens ont été délibérément forcés d'abandonner leurs maisons afin que leurs terres et leurs propriétés puissent profiter à d'autres.

Ce nouveau rapport du HCR offre une analy-

d'actions qui permettraient de renforcer la sécurité de ces personnes.

L'action humanitaire, plaide-t-il, peut jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de sauver des vies humaines. Mais en aucun cas elle ne peut se substituer à la responsabilité des Etats pour ce qui relève du respect des droits de leurs citoyens.





PARASITE



FRAUDEUR



TRAFIQUANT



FACE DE RAT



PROFITEUR



VOLEUR



TIRE-AU-FLANC



POURRITURE



PIQUE-ASSIETTE



RÉFUGIÉ



VOUS



MOI

Model courtesy of The LEGO Group.

QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ?

Des mots insultants. Plus choquants encore quand on les lit. Pourtant si banals quand vous avez la malchance d'être un réfugié.

Attendez. Pourquoi "vous" et "moi" dans cette liste ? Et pourquoi ces petites figurines se ressemblent-elles toutes ? En fait elles sont identiques !

Oui, *parfaitement* identiques !

Vous voyez, les réfugiés sont *comme* vous et moi. Quelle est donc la différence ?

C'est la peur, simplement.

Alors que nous sommes chez nous en sécurité et que nos droits sont respectés, leurs maisons ont été détruites et les droits dont ils jouissaient ont été balayés par la violence et la

haine. Ils ont vécu dans une peur constante. C'est leur vie qui était menacée.

C'est pour cela qu'ils sont réfugiés. Bien sûr ils aimeraient retourner chez eux – qui n'aurait pas envie de retrouver son pays ? Mais la situation est encore trop dangereuse et nous devons leur offrir notre protection.

Alors s'il vous plaît, ne vous en prenez pas aux réfugiés.

Mais plutôt à la *situation* qui les a obligés à fuir.



HCR

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Models courtesy of The LEGO Group.